

Tribune socialiste

ts

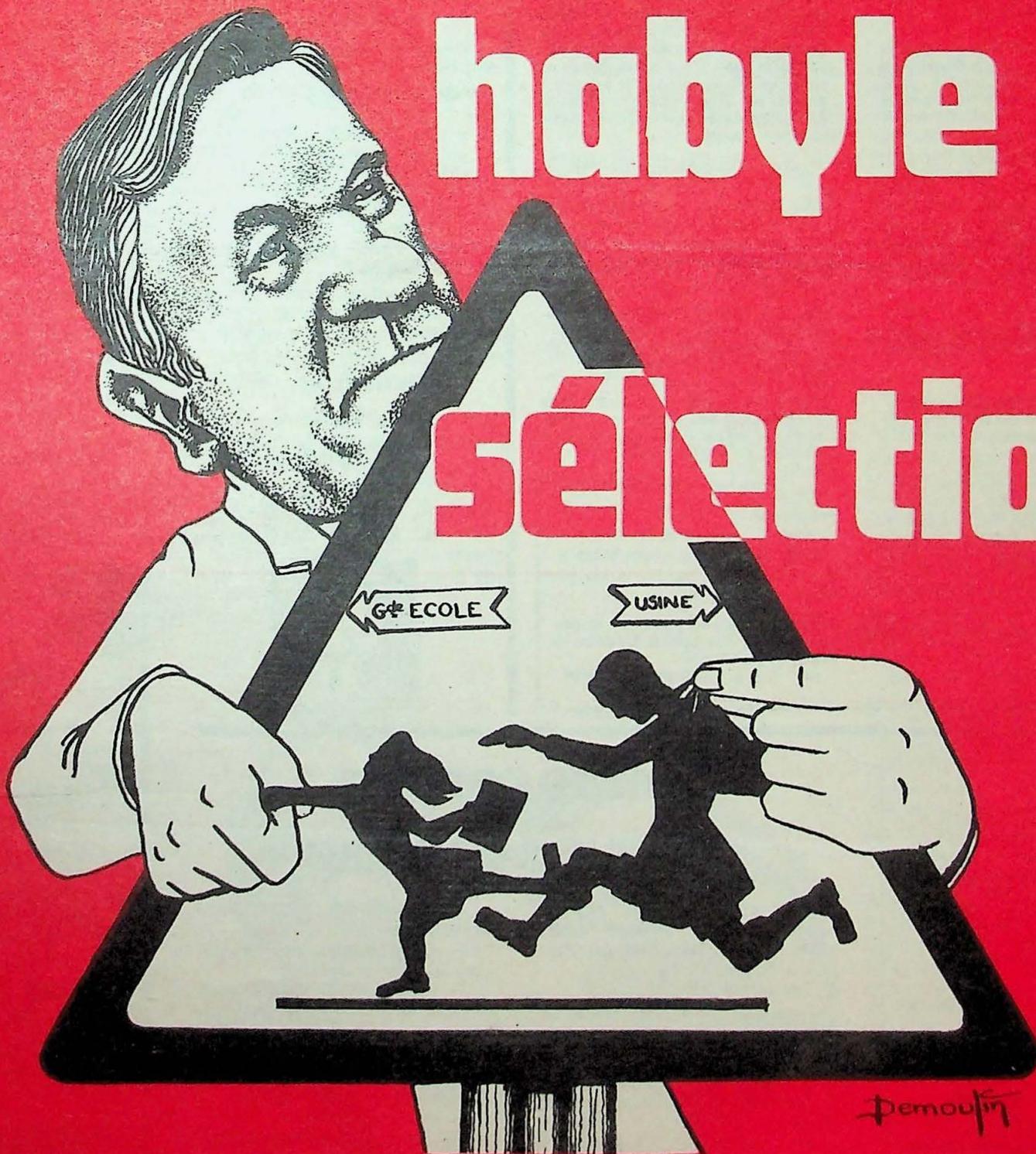


HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE 3,50 F
N° 646
du 22 février au 2 mars 1975

• **POLITIQUE :** (p. 4)
7 questions à l'AMR

• **CADRE DE VIE:** (p. 11)
Toulouse défigurée

• **MADAGASCAR :** (p. 12)
notre agent à Tananarive



Sommaire

AMR : pourquoi nous adhérons au PSU	p. 4
LES ROTATIVES DU PSU	p. 5
CRISE : Quelle stratégie	p. 6
SOCIAL : les assises pour l'emploi des jeunes	p. 7
HABY : des phrases à la réalité	p. 8-9
ARMEE : la conférence IDS	p. 10
LOGEMENT : ravalement et expulsions	p. 10
CADRE DE VIE : Toulouse défigurée	p. 11
MADAGASCAR : notre agent à Tananarive	p. 12
PALESTINE : les six ans du FDPLP	p. 13
THEATRE : Adamov au TNP	p. 14
CINE-TV : à propos des « Camarades »	p. 15

Appel pour une réflexion de la gauche révolutionnaire

Plus que jamais peut-être dans cette période de crise du système capitaliste mondial, la gauche révolutionnaire a besoin de confronter ses analyses et les stratégies qui en découlent.

Quelle est la nature de la crise et comment combattre les politiques qui visent à en faire supporter les conséquences aux travailleurs ? Sur quelles bases fonder aujourd'hui l'alliance des travailleurs des villes et des campagnes ? Comment mener le combat dans et contre l'armée de la bourgeoisie ? Comment conjoindre luttes de femmes et luttes de classe ? Quel rôle doit jouer l'organisation syndicale ? Ce ne sont que quelques-uns des grands débats aujourd'hui ouverts entre les militants révolutionnaires.

Pour donner un cadre à ces débats fondamentaux, **Politique Hebdo** a proposé d'y consacrer un supplément périodique de 8 pages.

Les organisations soussignées ont accepté de participer régulièrement à cette confrontation portant sur des problèmes concrets.

Comme le journal ne peut supporter, dans les conditions matérielles de vie qui sont actuellement les siennes, le coût de ce supplément, les organisations soussignées appellent leurs militants et leurs amis à l'y aider en souscrivant un abonnement suivant les modalités du bulletin spécial ci-joint. C'est en fonction du résultat de cet appel que PH jugera s'il peut ou non apporter cette contribution à l'effort commun de réflexion de la gauche révolutionnaire.

AMR-LCR-PSU-REVOLUTION.

Le supplément au journal de 8 pages « Débat unitaire » sera réalisé une à deux fois par mois selon le nombre d'abonnements recueillis (au journal complété par le supplément).

- 1 fois par mois si le fonds d'abonnements en recueille 1 000 au moins
- 2 fois par mois si plus de 1 500 abonnements sont enregistrés.

D'ici là, et avant que le chiffre de 1 000 abonnés soit atteint, les sommes recueillies seront centralisées à PH et versées à un compte bloqué.

BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL « DEBAT UNITAIRE »

Nom
Prénom
N° Rue
Ville
Département ou pays

Profession

PRIX SPECIAL : ABONNEMENT 1 AN : 140 F - 6 MOIS : 70 F

Tous les chèques bancaires ou postaux doivent être libellés à l'ordre de **POLITIQUE HEBDO**.
N° C.C.P. LA SOURCE 32 760 99

Calendrier politique

● LARZAC

Le comité Larzac de Paris appelle tous les sympathisants, les partis de gauche et les organisations syndicales à participer au meeting de la Mutualité le 28 février et à une manifestation nationales à Paris à la mi-mars.

● PALESTINE

Meeting avec la présence de Ezzedine Kalak, représentant de l'OLP en France, le mercredi 26 février à 21 heures, salle du Conservatoire à Lille.

● CHILI

Après-midi consacré à l'Amérique latine, organisé par le comité de soutien à la lutte révolutionnaire du Peuple chilien, salle des élections, place du Marché à Fontainebleau de 14 h à 20 h.

● ETUDIANTS

Coordination nationale le samedi 1er mars à partir de 13 h et dimanche 2 mars, 9, rue Borromée, 75015. Toutes les villes universitaires de province doivent être représentées. Présence de S. De-paquit pour le BN.

● MEETING PSU

« Face à la crise, les réponses du PSU ». Avec Michel MOUSEL, le mercredi 26 février à 12 h à la Faculté de Tolbiac - PARIS 1.

● PAYSANS

En marge du Salon de l'agriculture qui se tiendra du 1er au 7 mars à Paris, le secteur agricole du Parti organise une rencontre permanente avec les militants paysans. Au programme, des débats, animés par des membres de la commission nationale agricole (CNA), sur l'agriculture et le socialisme autogestionnaire, les luttes, l'écologie, les problèmes de l'énergie. Présence des membres du bureau national : montages audio-visuels réalisés par des agriculteurs du Parti.

Que les camarades paysans ou concernés par le programme se fassent connaître au plus tôt en écrivant à la CNA du PSU, en précisant de quelle manière ils comptent participer.

● GERMINAL

Le numéro un de « Germinal » est sorti avec au sommaire :

- quelle unité ? Daniel Lourpuech
- l'austérité pour les travailleurs, Jean-Christian Bourdin et André Abbe
- le printemps de l'unité populaire, André Barjonet
- la solidarité qui fait peur, François Gourmelou
- petit memento : les organisations syndicales paysannes.



vient de paraître : critique socialiste

Le numéro 20-21, janvier-février 1975, de **Critique Socialiste**, revue théorique du PSU vient de paraître.

Au sommaire :

- Programme de crise et programme socialiste ; Pierre Naville
- Au XX^e Congrès du PCF : raidissement tactique ; Victor Fay
- Intervention d'ouverture aux Journées nationales de Rennes.

- Plate-forme des Paysans-travailleurs
- Du producteur au consommateur, par V. Jean
- Famille et sexualité dans le monde rural — Maguy Guillien

Le numéro double : 12 F
Abonnement : France : 50 F pour 6 numéros — Etranger : 70 F. Plus supplément : France 70 F Etranger : 90 F
Editions Syros : 9, rue Borromée — 75015 Paris
CCP : 19.706-28 Paris



VOUS AVEZ LE DROIT

de savoir ce qui se passe en Irlande du Nord
Lisez

DOSSIER IRLANDE DU NORD

par J.C. Rouat
28,50 F

Vous avez le droit aussi de tout connaître sur Alan Stivell

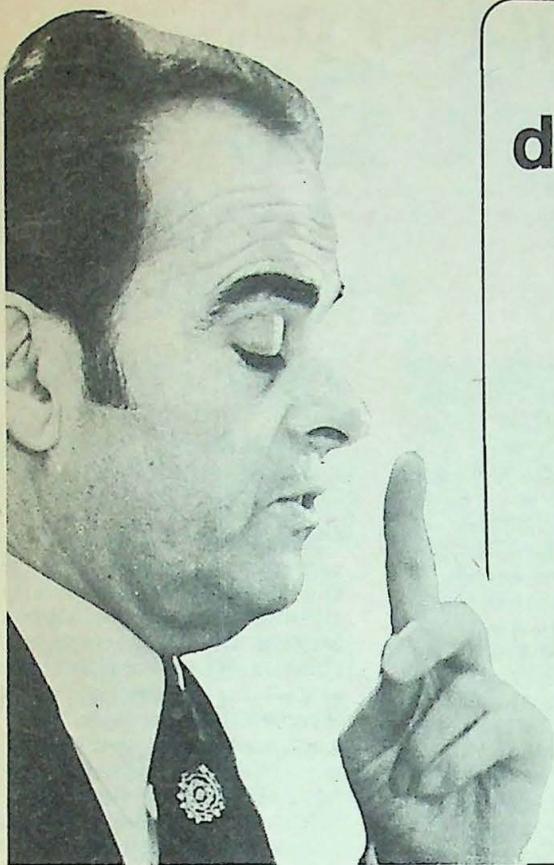
Lisez

ALAN STIVELL OU LE FOLK CELTIQUE

par Yann Brekilien
15 F

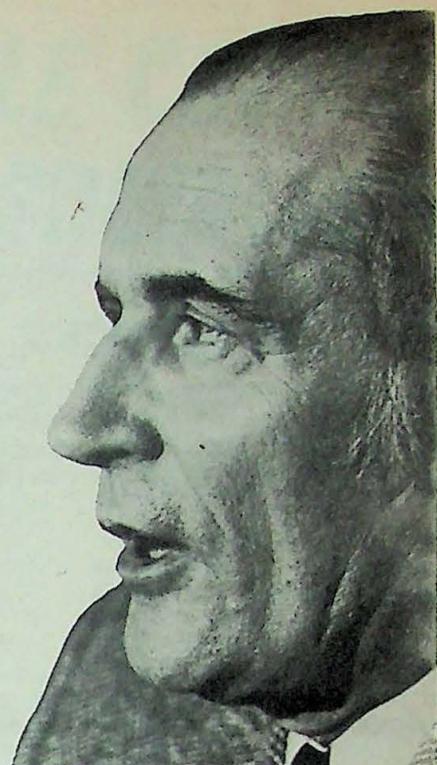
Ed. NATURE ET BRETAGNE
38, rue Jeanne d'Arc
29000 Quimper

ts Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié
Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN
Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Rédaction en chef : Philippe MARIELIE
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA
Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Cadet Photocomposition - 75009 Paris
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.



cinq mois
de « débat » PC-PS

à
quand
l'action ?



◆ La polémique engagée par le PCF contre le PS paraît avoir atteint un palier. Après les grandes orgues déchaînées par Georges Marchais, le ton placide de Paul Laurent apporte une certaine accalmie. Cependant l'un n'efface pas l'autre. L'alliance est maintenant consciemment et délibérément conflictuelle. Le PCF ne cessera pas de mettre au premier plan ce qui le distingue du PS et d'exalter son rôle de « **parti révolutionnaire** » face à un PS enlisé dans le réformisme et en proie à toutes les tentations de la collaboration des classes. Le PS continuera de concurrencer le PCF en cherchant à accroître son audience dans toutes les classes sociales, y compris dans la classe ouvrière. Il continuera, comme s'en plaignait Georges Marchais, à tirer le maximum de profit de la stratégie d'union de la gauche.

paris perdus

Nous avons déjà dit que cette polémique introduisait une certaine clarification sur la nature du Parti socialiste, confirmant ce que nous avions nous-même affirmé au Conseil National d'Orléans. Le Congrès de Pau a apporté de nouvelles preuves. Il a été le congrès des paris perdus. Pari perdu par nos camarades du CERES dont les espoirs de transformer le Parti socialiste en un parti de classe évoluant vers des positions révolutionnaires ont été largement déçus. Pari perdu par le « cou-

rant des Assises » et la « troisième composante » qui prétendaient, eux aussi, révolutionner le PS, mais en « transcendait » toutes ses tendances, et qui ont servi de modeste appoint, mal récompensé, à la tendance de Mitterrand. Pari perdu aussi par le PCF qui doit aujourd'hui, tout en tirant un bilan négatif de sa stratégie, s'en accommoder dans la mesure où il ne met pas en œuvre une conception plus large et plus offensive de l'unité.

Car si, après plus de cinq mois de piétinement, l'action commune redémarrerait — ce qui n'est pas encore acquis — encore faudrait-il, « **pour élever la qualité de l'union** », qu'elle reparte sur des bases politiques claires et en s'ap-

puyant sur des formes d'organisation efficaces. Fixer comme condition et comme limite à l'action commune l'accord sur « **les solutions du Programme commun** » ne nous paraît pas la méthode la plus propre à réaliser une unité mobilisatrice. Si les cinq mois de polémique entre le PCF et le PS ont enseigné quelque chose, c'est bien que se réclamer du Programme commun — ce que n'a jamais cessé de faire le PS — ne constitue pas un critère suffisant des positions de classe. Et voici, qu'aujourd'hui, le vice-président du Mouvement des radicaux de gauche affirme que le Programme commun est un programme de collaboration de classes. La confusion est à son comble !

Que le Programme commun comporte certaines options de classe et un certain nombre de revendications correspondant aux aspirations des travailleurs, nous ne songeons pas pour notre part à le nier ; mais, encore une fois, qu'on n'en fasse pas un impératif et par là-même un obstacle à l'unité.

points sensibles

Le problème qui se pose devant la masse des travailleurs de ce pays est celui de la lutte immédiate contre le pouvoir, contre son plan d'austérité, contre ses manifestations multipliées d'autoritarisme et contre ses projets de « modernisation » conservatrice du système, de la réforme Haby à la réforme Sudreau.

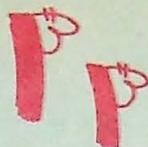
Nous avons été les premiers en tant que Parti, quand la polémique battait son plein entre les grands partis de gauche, à proposer un accord politique et d'action à toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière sur tous les points les plus sensibles : l'emploi, les prix, les transports, le logement, la santé, la situation des travailleurs paysans. Au moment où l'action commune semble possible, nous redoublerons d'efforts pour lui donner un caractère réellement unitaire et un contenu de classe sans équivoque.



Victor LEDUC ■



A M R : pourquoi nous adhérons au PSU



une interview de **Michel Fiant** et **Jean Grosbla**

TS : Quelles sont les raisons qui fondent le rapprochement entre l'AMR (1) et le PSU, ce qui devrait entraîner, si votre congrès et notre DPN en décident ainsi, l'adhésion collective de vos forces au PSU ?

Jean Grosbla : Mai 1968 avait exprimé l'aspiration à l'autogestion des étudiants et des travailleurs en France. Quelques années plus tard, LIP a montré à nouveau l'actualité de ce mot d'ordre et son importance pour le développement des luttes, ce mot d'ordre exprimant à la fois le rejet du capitalisme et celui de toute solution bureaucratique. L'AMR s'est construite autour de l'idée de l'autogestion. Depuis, cette idée a été reprise en France à partir de l'expérience de mai 1968 par des secteurs importants du mouvement ouvrier comme la CFDT ; même le PS s'en fait l'écho. Il n'est pas jusqu'au PC qui n'ait tenu à en accepter le mot, sinon le sens profond.

Le PSU, quant à lui, lors de son congrès de Toulouse en a fait l'axe de sa stratégie. Ce qui a permis l'expérience commune du CLAS qui regroupait, outre le PSU, l'AMR et le CIC.

TS : Il y a donc deux ans que ce processus est engagé ?

J.G. : Effectivement cela fait deux ans au cours desquels un certain nombre d'expériences communes ont été effectuées : les actions entreprises auprès de la jeunesse scolarisée et tout particulièrement sur les problèmes de l'armée, les grandes grèves dans les banques et les PTT.

La majorité de la direction du PSU de cette époque n'a pas su ou pu ou voulu donner tout l'écho nécessaire à la lutte des LIP ce qui a amené, lors du premier tour des présidentielles, cette même majorité à reculer devant la candidature Piaget. Cette candidature aurait permis l'expression autonome des partisans révolutionnaires de l'autogestion : elle était le symbole, sans nul besoin de long discours sur l'autogestion, du combat autogestionnaire de LIP auquel étaient sensibles les travailleurs, mais aussi les femmes, les jeunes, les mouvements « nationalitaires ». Cette divergence entre la direction de cette époque du PSU et l'AMR a suspendu le processus de fusion engagé depuis le début 1973.

TS : Ceci ne vous a pas empêché d'œuvrer pour l'unité du mouvement ouvrier dans le combat électoral ?

J.G. : Nous avons regretté de ne pas avoir une candidature exprimant l'autonomie du pôle révolutionnaire pour l'autogestion, mais en même temps, nous appelions dès avant le premier tour à ce qu'au deuxième tour les travailleurs votent Mitterrand, c'est-à-dire pour l'unité du mouvement ouvrier. Il faut ajouter que pendant toute cette époque nous avons en commun, militants du PSU et AMR, rédigé et diffusé le journal *20 mai* et mené la campagne des comités *20 mai*.

Votre conseil d'Orléans, désavouant la direction Rocard-Chapuis, a refusé la liquidation du PSU à l'occasion des Assises du socialisme. Cette décision nous a permis de reprendre les discussions interrompues avec, cette fois-ci, la quasi-certitude d'aboutir.

TS : Quelle signification politique donnes-tu à votre adhésion au PSU ?

J.G. : Une première constatation : l'entrée de l'AMR dans le PSU marque pour le mouvement issu de Mai 1968 une rupture : la rupture avec la tendance à l'éparpillement des groupes, sectes, etc... Pour notre part, nous n'avons jamais considéré que l'AMR était le noyau pur et dur autour duquel viendrait s'adjoindre par couches concentriques les militants, l'organisation qui dispenserait « la bonne parole ». Notre conception est d'œuvrer dans le sens d'une restructuration d'ensemble du mouvement ouvrier, chaque secteur du mouvement ouvrier évoluant sur la base de sa propre histoire et expérience. L'AMR, issue du mouvement communiste, a posé un regard critique sur cet héritage à partir de l'expérience du mouvement révolutionnaire concret : la bureaucratization intense des Etats issus de la Révolution d'octobre, le développement révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux et les tentatives autogestionnaires comme celle de l'Algérie de 1963 à 1965.

Dans les pays capitalistes avancés, le développement de la révolution scientifique et technique a créé de nouvelles contradictions dont l'explosion de Mai a été l'expression.

TS : Et ces constatations ont donc abouti à l'idée du rapprochement avec le PSU ?

J.G. : Le PSU est parvenu à l'idée d'autogestion à partir de sa politique et de son expérience dans le mouvement ouvrier dont il est partie intégrante. Cette fusion, pour nous, est la première étape du regroupement des partisans révolutionnaires de l'autogestion. Elle signifie plus que la simple addition des militants AMR aux militants PSU. Elle offre une perspective aux

révolutionnaires actuellement dispersés.

TS : Concrètement, comment vois-tu les moyens de mettre en œuvre et de développer cette perspective ?

Michel Fiant : Tout d'abord par la construction et l'animation d'un mouvement pour l'autogestion socialiste, c'est-à-dire par le rassemblement dans chaque secteur des militants qui ont une politique se plaçant, explicitement ou non, dans la perspective de l'autogestion. Il ne s'agit donc pas de jeter à priori les bases d'une association ou formation politique d'un type particulier. Il faut au contraire dans les entreprises, les universités ou les quartiers, trouver les formes d'organisation permettant de rassembler ces forces à partir de leurs expériences et non pas à partir de nos propres préoccupations politiques. Cela peut prendre notamment la forme d'un institut pour le contrôle ouvrier et l'autogestion socialiste permettant aux travailleurs de confronter leur expérience militante. Cela peut aussi se concrétiser par une organisation étudiante développant une pratique de contrôle.

TS : Comment le développement de cette expérience peut-il aider à restructurer la gauche du mouvement ouvrier ?

M.F. : Le rassemblement de militants sur une pratique autogestionnaire ne peut pas manquer d'avoir des conséquences dans les luttes. C'est la démonstration faite par ces luttes qui peut permettre de clarifier politiquement et organisationnellement la gauche et l'extrême-gauche. C'est ainsi que la gauche du PS, avec entre autre le CERES, pourra comprendre que les revendications, les formes de lutte et d'organisation découlant des aspirations autogestionnaires sont une condition indispensable à la mobilisation de la classe ouvrière. Bien entendu, cette démonstration ne sera complète que si le PSU, expression politique de cette tendance large, propose une alternative politique au gouvernement de compromis PS-PC-Radicaux de gauche. C'est une évolution comparable qui peut conduire certains militants de la CFDT à comprendre qu'ils se sont fourvoyés dans un PS qui n'envisage l'autogestion que comme argument électoral. D'un autre côté, des organisations ou des militants d'extrême-gauche peuvent prouver à travers l'expérience du mouvement autogestionnaire dans ses formes multiples que les travailleurs, les femmes et les jeunes apprennent bien davantage de leur expérience collective que des leçons administrées par les révolutionnaires.

Propos recueillis par **ALAIN TLEMCEN**

(1) Alliance Marxiste Révolutionnaire

NABEUL ou KRK ?

Vacances de printemps :

pour couper l'année par une semaine de détente, ARVEL vous propose :

- L'île de KRK en Yougoslavie
- Nabeul en Tunisie
- Voyage en avion
- Pension complète en hôtel très confortable (toutes chambres avec bains) au bord de la mer.
- Excursions (comprises dans le prix à KRK)
- Prix spéciaux pour les enfants jusqu'à 12 ans

DEPARTS	KRK 24 /3-31 /3		NABEUL 25 /3-1 /4	
	Adultes	Enfants	Adultes	Enfants
de Lyon	720	500	840	520
de Paris	750	500	940	590

Renseignements : ARVEL 12A, Bd Brotteaux 69006 Lyon - Tél. (78) 52.56.48

TS 95

tribune socialiste
du val d'oise.

N° CPPAP 55 187

bimestriel de la
fédération du
VAL D'OISE du PSU

PRIX: 1 Franc
N° 5 - février 1975.

Où est l'ennemi ?

En février 1974, « le Canard Enchaîné » avait annoncé que le 23 de ce mois, des manœuvres de combat de rue contre l'ennemi intérieur auraient lieu au fort de Cormeilles, au cours d'une rencontre d'officiers de réserve. La fédération du Val d'Oise du PSU avait alors proposé au commandant du 23e RIMA de Vincennes, pour l'aider dans la préparation de sa petite fête, de lui dépêcher sur place les militants du PSU comme figurants.

Le PSU de Cormeilles, rejoint par le PCF et des militants antimilitaristes de la région, avait annoncé par tracts cette réjouissance à la population. A la suite de quoi l'exercice avait été annulé par la note n° 171 du 13 février, à en-tête du commandant de la Place de Paris.

Mais dans l'armée, on a de la

suite dans les idées ; le secret cette fois fut mieux gardé. Le 22 novembre au matin, « l'Echo » nous apprit que la petite opération se renouvelait de 11 h à 12 h 30... au moment où le pouvoir employait l'armée et ses jeunes appelés au joli métier de briseurs de grève (tri postal, éboueurs).

Décidément, notre petite commune mérite bien de la chose militaire : subvention à l'association pour ranimer la flamme sous l'Arc de triomphe ; gala et bal de la police ; remises de fourragères, grandes manœuvres...

La belle culture, citoyens ! ■

● « TS 95 » bimestriel de la fédération du Val d'Oise (6 rue des Tilleuls, 95800 - Eau-bonne).

L'OEIL



N° 14 - JANV 74
BULLETIN DE LA SECTION P.S.U.
Boîte Postale 72 Neufchâteau

Les Manuest font la lumière

Merci aux travailleurs de Manuest de nous donner dans leur livre blanc, la radiographie d'une entreprise. Ainsi sont mis en plein jour des dessous inavouables, impensables. On disait bien que la maison de M. Breuil était très luxueuse, avec un grand confort, même pour le chien. Maintenant, nous savons que de décembre 62 à mars 65, en 28 mois, M. Breuil a touché officiellement... 434 429 frs, soit une moyenne de 15 515 frs par mois. Ça ne vous dit rien, un million et demi tous les mois !!! Sans compter les frais

de déplacement, d'entretien de voiture, de restaurant, payés également par l'entreprise. Aussi le pauvre homme ne pouvait-il pas payer sa modeste maison ; et là encore, c'était l'entreprise qui banquait. Ne parlons pas des autres parasites qui émargeaient pour eux, femmes, fils et petites amies. A côté, les Bauer sont de petits rigolos !!

● « L'Œil », bulletin de la section de Neufchâteau (BP 72)

SAMEDI 1^{er} FEVRIER 1975 - NUMERO 756
le numéro 1 F



LE COMBAT SOCIALISTE

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FEDERATION DU PARTI SOCIALISTE UNITE DES COTES-DU-NORD FONDATEUR : ANTOINE MAZIER Journal habilité à publier les annonces légales

Attention aux contre-façons !

Il existe désormais dans les Côtes du Nord un « Combat » qui n'est pas « socialiste » (dans son titre), mais qui a le même format et la même présentation que notre hebdomadaire.

En un mot, il nous singe un peu. Ce n'est pas nous qui le faisons remarquer les premiers (voir la presse quotidienne).

Devons-nous être flattés ou étonnés que les responsables de la fédération du PS aient choisi de copier à ce point le PSU ? Ils disposaient en effet d'autres titres, comme le « Poing » et la « Rose » qu'ils avaient commencés à utiliser.

En tout cas, il y a de quoi tromper le lecteur, et nous croyons utile d'attirer son attention sur ce phénomène de dédoublement apparent.

Lisez toute la presse si vous avez le temps, bien sûr et surtout celle de gauche. Mais si vous voulez connaître les positions du PSU, vérifiez que votre COMBAT est bien SOCIALISTE.

● « Le Combat Socialiste », hebdo de la fédération des Côtes-du-Nord (3 rue Quinquaine, Saint-Brieuc - BP 329).

tribune socialiste



15 1F

Lip, c'est gagné

La victoire totale des Lip appelle quelques commentaires :

— les Lip ont montré que « si les patrons ne peuvent se passer des travailleurs, les travailleurs eux, peuvent très bien se passer des patrons » (Georges Séguy, secrétaire général de la CGT).

— les Lip ont montré que des travailleurs unis et au courant des problèmes de leur usine peuvent s'opposer victorieusement au droit de vie et de mort du patronat sur l'entreprise, au nom de la rentabilité, alors qu'il s'agit souvent d'incompétence et de malhonnêteté.

— Les lip ont mis à jour certains scandales particulièrement édi-

fiant sur les agissements patronaux : légende de Fred Lip, recevant plus de 20 millions d'anciens francs d'indemnité de licenciement ! (...) L'ancien ministre Bokanowski recevant 400 000 a.f. par mois, comme ça, parce qu'il était un ami de Fred Lip et « pour les conseils qu'il pourrait prodiguer » !

— Les Lip enfin, c'est un exemple : la plupart des conflits actuels, par le rôle actif qui est donné à tous les travailleurs et à l'imagination, « sentent » les Lip. Un PDG « licencié » par les salariés de l'usine, croyez vous qu'il n'y a pas du Lip là-dessous ? □

● « Tribune socialiste de Marle » (Aisne)

POUR PRENDRE CONTACT

- Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier ou de votre lieu de travail.
- Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.
- Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

BULLETIN D'ABONNEMENT

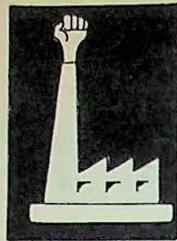
Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



SOCIAL.

UN SEMINAIRE DU PDUP :

Quelle stratégie face à la crise ?

La crise se renforce à l'échelle internationale et française. Aux Etats-Unis, le taux du chômage est passé de 7,2% à 8,2% en un seul mois (de décembre 1974 à janvier 1975), et le journal *Business Week* va jusqu'à écrire que « l'économie américaine est en chute libre ».

Les mécanismes traditionnels d'exportation de la crise des USA. vers l'Europe et le Japon (notamment les instruments monétaires) paraissent dérégés.

Enfin, la contre-offensive menée par l'impérialisme américain pour rétablir son hégémonie mondiale chancelante n'a pas donné jusqu'à présent des résultats décisifs. C'est dire qu'il est moins difficile de constater les causes et les effets de la crise que de prévoir avec certitude la stratégie utilisée par le capitalisme pour la dépasser. (1)

En France, si l'inflation s'est ralentie et si le déficit extérieur a été ramené à un niveau moins préoccupant qu'il y a trois mois, la montée du chômage partiel et total évoque davantage l'image d'une fusée que celle d'un Concorde au décollage.

En d'autres termes, les résultats du refroidissement imposé par Giscard-Fourcade sont évidents en ce qui concerne le rétablissement des « équilibres économiques » ; ses effets sur l'emploi sont non moins révélateurs. Ils appellent une riposte tactique et stratégique dont l'exacte formulation est difficile et incertaine.

Il ne suffit pas de dénoncer les impasses auxquelles conduit le réformisme pour résoudre la question.

C'est pourquoi, dès après le congrès d'Amiens, le PSU a affirmé la nécessité d'une riposte politique cohérente centrée notamment sur l'emploi et la consommation pour faire face aux effets de la crise.

A ce sujet, le séminaire relatif à la crise organisé par nos camarades italiens du « Partito di Unità Proletaria per il Comunismo » (PDUP), les 8 et 9 février derniers à Rome, a confirmé l'importance de la bataille de l'emploi face à l'austérité.

L'organisation de cette manifestation est partie d'une préoccupation centrale, similaire à celle du PSU : muscler l'analyse de l'extrême-gauche italienne sur la crise et donner un contenu concret à l'objectif d'alliance autour de la classe ouvrière.

La restructuration du capitalisme doit être analysée à la fois comme une tentative de reconversion industrielle, de nouvelle division interne et internationale du travail et en même temps comme une tentative de détruire les bases de l'organisation ouvrière sur les lieux de production.

Nous sommes entrés dans une phase historique où les capitalistes auront de plus en plus de difficultés à surmonter la crise sans réaction anti-ouvrière et populaire ouverte.

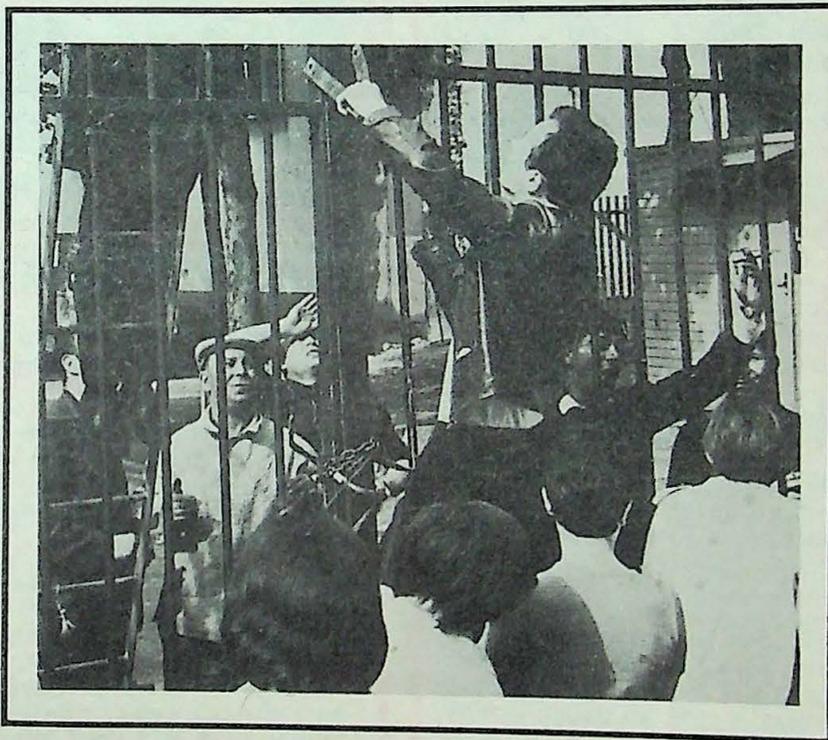
Parallèlement, il devient de plus en plus difficile pour la classe ouvrière de défendre purement et simplement ses positions, sans toucher à la nature des rapports de production, c'est-à-dire sans mener ouvertement la lutte pour le pouvoir et pour le socialisme.

En d'autres termes, la restructuration capitaliste — qui du point de vue social a pour effet de diviser la classe ouvrière pour la briser et donc de la **destruire** — appelle une **stratégie d'attaque** qui passe par sa « recomposition unitaire » ou, plus précisément, par sa **restructuration**. Il s'agit de réunifier le prolétariat à l'intérieur de l'usine, entre l'usine et l'extérieur, entre grandes entreprises et petites unités sous-

du chômage) et qualitativement (réduction du temps du travail pour tout le monde sans perte de salaire) au détriment de la productivité ; il permet de s'attaquer directement aux effets de la restructuration du capitalisme et notamment à l'élimination d'une partie de la force de travail. **Concrètement**, en cas de licenciement ou de chômage partiel, les travailleurs contraints à l'inaction refusent de quitter leur poste. Tout le monde reste dans l'usine et travaille moins, sans perte de salaire.

Ce type de situation ne constitue pas une simple vue de l'esprit. Le cas s'est fréquemment produit dans la chimie italienne.

La lutte unifiante de l'emploi pour tous peut sembler utopique en période de crise, où les licenciements et réductions d'horaires s'accroissent. Pourtant, l'expérience prouve que, précisément en



traitantes, entre l'usine et le travail à domicile qui reste relativement développé en Italie.

Le travail pour tous

Le moyen privilégié pour restructurer la classe ouvrière est celui du « travail pour tous ».

Cet objectif n'a évidemment rien de commun avec la problématique keynésienne du plein-emploi par les investissements en système capitaliste. De fait, le seul mot d'ordre du « salaire pour tous » est vain quand une partie de la classe ouvrière travaille alors qu'une autre partie est contrainte au chômage. Il ne permet pas de freiner le processus de division du prolétariat surtout en période de crise, car la menace du chômage est plus dissuasive que les grenades lacrymogènes.

Au contraire, l'objectif idéologique du **travail pour tous** privilégie le travail quantitativement (refus total

période de crise profonde, la défense du poste de travail devient désirable si la classe ouvrière **reste sur la défensive** et n'essaie pas de transformer cette position de « ligne Maginot » en **position d'attaque** pour le contrôle social et global de la production.

La situation difficile dans laquelle se trouve actuellement la classe ouvrière française, démobilisée par le divorce entre les signataires du programme commun et après la défaite subie par les postiers à la fin de l'année dernière, mérite d'être méditée à la lumière de ce type de riposte. Certes, la situation française n'est pas exactement comparable avec celle de l'Italie, pour deux raisons complémentaires :

— la présence en France de très nombreux travailleurs immigrés qui en période de crise sont les premiers touchés par les licenciements, et l'absence de solidarité entre ceux-ci et les nationaux ;

— la grande combativité de la classe ouvrière italienne depuis le mai rampant de 1968-1969.

En tout état de cause, les syndicats italiens ont réussi jusqu'à présent à s'opposer victorieusement à tout accord d'indemnisation partielle du chômage avec le patronat.

De fait, l'accord récemment signé en France a davantage permis de distiller le chômage de manière sélective que d'indemniser les travailleurs licenciés, en raison de la pagaille qui règne dans les ASSEDIC.

A long terme, cet accord risque d'engendrer des défaites bien plus désastreuses que celle des Postes.

Les luttes d'auto-réduction

Si « l'emploi pour tous » est l'axe central du combat sur les lieux de production, les luttes « d'auto-réduction » (sur les tarifs du gaz, de l'électricité, des transports, des loyers) permettent d'affirmer la priorité de la valeur d'usage des biens sur leur valeur d'échange et par conséquent sur la demande solvable qui est un des moteurs du capitalisme.

Elles peuvent également constituer un instrument essentiel de l'alliance, voire de la réunification nécessaire de certaines « couches moyennes » en formation, avec le prolétariat. En effet, les couches moyennes devraient être analysées dans leur processus de formation, c'est-à-dire non en tant que classe homogène, mais en tant que fractions antagonistes dont il est possible de réunir une partie avec la classe ouvrière (cf les OS de la plume, du tertiaire et de l'administration) (2).

En définitive, la problématique de l'emploi pour tous constitue un apport original qui pourrait guider le parti dans la définition d'une nouvelle offensive contre la crise, centrée sur deux nécessités à la fois tactique et stratégique :

— opposer à la restructuration du capitalisme la restructuration de la classe ouvrière, en s'attaquant dès maintenant aux effets les plus immédiats de la crise et notamment au chômage ;

— faire de « l'emploi pour tous » un facteur de remise en cause fondamentale de la productivité et par conséquent d'une des bases principales du capitalisme.

Il est important que ce mot d'ordre soit validé par les luttes sociales et fasse l'objet d'analyses concrètes par l'ensemble du parti. Son acceptation par le mouvement ouvrier sera probablement autant difficile que fut héroïque la reconnaissance du « droit à la paresse » dont il n'est en fin de compte qu'un dérivé adapté à une nouvelle situation concrète.

Gilbert ESTEVE ■

1 — sur cette question, voir *La crise de l'Impérialisme* de S. Amin, A. Faïre, M. Hussein et G. Massiah - Editions de Minuit.

2 — Voir à ce sujet *l'Administration* ouvrage collectif sous la direction de J. Sallois. Editions Hachette et CEPL.

Des assises pour l'emploi des jeunes

La France compte plus d'un million de chômeurs. Parmi les 730 000 demandeurs d'emploi avoués par le gouvernement, les moins de 25 ans sont près de 350 000, dont 65% de jeunes filles. 54% des jeunes chômeurs attendent de six mois à un an avant de trouver ou de retrouver un emploi...

C'est dire l'importance d'assises locales pour l'emploi des jeunes. L'idée avait été lancée par le PSU au Congrès d'Amiens. La CGT et la CFDT viennent de proposer aux organisations de jeunesse de participer avec elles à cette initiative. Dans chaque département, ces rencontres ouvertes permettront aux jeunes chômeurs, travailleurs ou étudiants, de s'exprimer, de réfléchir collectivement sur les revendications et les responsabilités gouvernementales et de décider de formes d'action.

Les objectifs proposés dans la plate-forme unitaire sont très larges :

- garantie de l'emploi (en particulier du premier emploi),
- garantie des ressources (allocation d'attente et prestations sociales pour les jeunes n'ayant jamais travaillé),
- garantie de l'embauche au retour du service militaire,
- abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite et retour aux quarante heures sans diminution de salaires,
- maintien et extension de la valeur nationale des diplômes, pas de restriction de la durée de la scolarité, droit de réunions et d'interventions des syndicalistes dans les établissements scolaires.

Organiseront cette campagne CFDT, CGT, JOC, JOCF, JEC, MRJC, MARC, UNEF, UNCAL, CC des CET. La plate-forme avait aussi été signée par les jeunesses communistes, les jeunesses socialistes et le PSU. In extremis (quelques jours après le congrès de Pau...), les jeunesses communistes ont retiré leur signature pour ne pas « donner l'impression de minimiser les questions posées au PS et restées sans réponse ». Puis l'UNEF, l'UNCAL et enfin la CGT ont demandé une renégociation qui a conduit à exclure les forces politiques de l'organisation de cette campagne (celles-ci sont appelées à soutenir).

Pour nous la clarification politique nécessaire face aux risques de collaboration de classe et de gestion de la crise passe par la pratique de l'unité d'action plus que par une suite de déclarations polémiques. Paradoxalement tout cela diminue l'impact politique de cette campagne alors que l'enjeu de la bataille sur l'emploi est politique ; c'est la mise en cause du plan d'austérité de Giscard.

Néanmoins la forme retenue, volontairement très ouverte, doit favoriser l'action unie des jeunes chômeurs, des jeunes travailleurs, des collégiens, des lycéens et des étudiants. Cette convergence est essentielle face au chômage dont l'une des fonctions est précisément de diviser.

En soutenant activement cette campagne, il s'agira de faire qu'au travers de ces assises locales se développe une dynamique d'unité populaire contre le chômage (qui ne devrait pas d'ailleurs se limiter aux jeunes !). Ce serait une étape importante vers l'auto-organisation des chômeurs (en liaison et avec le soutien des organisations ouvrières), vers une riposte de classe à l'austérité qu'on veut nous imposer.

Yves BAROU ■

Piron à Bretoncelles la lutte contre le silence

Ils n'ont plus les honneurs de la grande presse. L'expulsion du patron et la remise en route de la production avaient attiré aux usines Piron de Bretoncelles de nombreux journalistes à la recherche de sensationnel. Depuis c'est le silence : les pouvoirs publics jouent la carte du pourrissement. Le syndic chargé de trouver une solution industrielle ne semble pas s'activer et pose, en préalable à toute négociation, la restitution du « trésor de guerre ».

Mais les travailleurs n'ont pas l'intention d'attendre passivement. Réunis régulièrement en AG, élisant un comité de lutte révocable, ils tentent de développer un rapport de force en leur faveur. Ils se sont donné pour tâche prioritaire d'organiser le soutien autour de leur lutte.

Si ce soutien a faibli pendant un temps, il redémarre maintenant à l'échelon régional. Des meetings-spectacles sont régulièrement organisés à Bretoncelles ; ce sont 300 à 400 personnes qui, presque chaque samedi, viennent manifester leur solidarité. L'esprit de LIP continue à souffler ; la CFDT de LIP a d'ailleurs envoyé un télégramme de soutien accompagné d'un chèque de 1 000 F peu de temps avant que la troupe Z ne vienne interpréter sa pièce Arthur où as-tu mis les montres ?

La solidarité ne joue pas à sens unique : de nombreuses entreprises de la région ont des problèmes d'emploi : la Radiac à Briare occupée depuis le 1er octobre, Lastex à Condé (Orne) également occupée. C'est par la jonction de ces luttes pour l'emploi que les travailleurs cherchent à faire céder les pouvoirs publics.

La lutte risque d'être longue. Jeudi 13, quinze militants de la CFDT et du comité de lutte venus discuter avec le préfet ont été expulsés de la préfecture. Ils voulaient être reçus tous ensemble. M. le préfet ne voulait pas. N'a-t-il pas déclaré récemment « que les industriels contactés ne sont pas chauds pour reprendre le personnel tel qu'il est » ?

Les travailleurs n'entendent pas être à la merci d'un acheteur éventuel. Si aucun patron ne se présente, ils demandent la nationalisation de l'entreprise sous contrôle ouvrier et sans dédommagements. La valeur de ce mot d'ordre pour une petite entreprise comme Piron (85 ouvriers) peut se discuter. Dans la mesure où l'usine faisait de la sous-traitance pour l'automobile, le rattachement à Renault pourrait être une solution.

François LACAILLE ■

La Thomson liquide Grandin

La Thomson liquide ses entreprises sous-traitantes. Grandin à Montreuil est condamné à mort. Cinq cents personnes à la rue... Le 7 février, on compostait déjà les lettres de licenciement. Aussitôt les délégués CGT (seul syndicat représenté) faisaient le tour des ateliers pour consulter les travailleurs. Réponse quasi-unanime : on occupe.

Immédiatement, municipalité et élus locaux (communistes) apportent leur soutien : la municipalité en offrant des repas gratuits aux « licenciés », les élus en accompagnant une délégation de travailleurs au ministère de l'Industrie.

Les femmes s'organisent : commission de popularisation sur les marchés, aux portes des usines voisines ; commissions d'occupation et de sécurité. Tous les matins, une centaine de personnes se retrouvent pour discuter ; on fait l'apprentissage de la lutte. Les fabriques voisines manifestent leur solidarité. A l'initiative de la CGT, des débats s'instaurent. Jour après jour, malgré les difficultés matérielles qu'entraîne la grève, la volonté des travailleurs de garder « leur usine » se fait jour. Grandin n'est pas encore mort ! Pour bien le montrer, elles ont fait mardi une petite visite impromptue à Françoise Giroud : très emmerdée, la Française. Mais à quoi sert-elle donc ?

Lot-et-Garonne

Une firme agro-alimentaire condamnée

Depuis plusieurs années, l'épreuve de force est engagée en Lot-et-Garonne entre les éleveurs de porcs et de poulets et la firme Sanders qui leur vend les aliments pour bétail et leur rachète les porcs sur la base d'un prix au kilo qui représente un salaire pour le travail fourni.

Sanders ne badine pas avec les affaires : il veut traîner en justice M. Archambault qui, soutenu par les Paysans-travailleurs, refuse de lui payer une « dette » de 2 500 F : il estime en effet que la firme lui a volé une somme équivalente en ne respectant pas un contrat.

Les M. Archambault sont légion en Lot-et-Garonne : aussi les éleveurs s'organisent-ils pour assurer leur défense mutuelle. A une centaine, ils envahissent l'usine et obligent le directeur à rayer les dettes et à payer le travail par un chèque de 2 500 F.

Pour faire connaître leur lutte à l'extérieur, les éleveurs sortent un film des dettes pour salaire que Sanders veut faire interdire : il obtient en référé la coupure de deux phrases. Il n'oublie pas dans le même temps de poursuivre individuellement des éleveurs pour réclamer des « dettes » d'élevage (entre 3 000 et 15 000 F suivant les cas) : trois à Marmande, trois à Agen, deux à Nérac.

Mais deux phrases seulement, vraiment, c'est trop peu : le 22 janvier Sanders demande en appel l'interdiction complète du

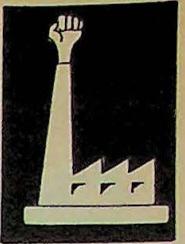
film. Avec une argumentation très particulière : « ce n'est pas la présence dans le public de quelques dizaines d'excités qui doit influencer le tribunal d'autant plus que nous avons un télégramme de soutien de L. Lauga, président du CNJA, qui « se désolidarise complètement de l'action des éleveurs Lot-et-Garonnais ».

Les éleveurs, pour leur part, plaident avec Me Gauthier et Me Leclerc, l'incompétence du tribunal à juger en référé. Quant à « juger au fond » en pénal pour diffamation — seule procédure possible en matière de films, presse, radio, etc — les délais sont largement dépassés. « C'est dommage : nous aurions bien aimé prouver combien le film ne dit que la vérité ».

Le 12 février, la Cour d'Appel leur donne entièrement raison : elle « infirme le jugement en référé et le met à néant, se déclare incompétente pour statuer sur l'action en référé de Sanders, condamne Sanders aux intérêts dépens ».

C'est la première fois qu'une firme agro-alimentaire est non seulement déboutée mais condamnée par un tribunal. Même en justice, les Paysans-travailleurs peuvent donc gagner malgré l'indifférence du CNJA et de la FNSEA. Il ne leur reste plus qu'à recoller les films pour les rétablir dans leur intégralité !

Emile SAPHY ■



Projet Haby : des phrases à la

◆ **Branle-bas de combat.** Le **SGEN-CFDT** accuse Haby de « vouloir mettre l'école au service de la classe dominante », le **SNES** dénonce « les formules publicitaires qui... masquent, sous de nouvelles formes, les inégalités entre les élèves », le **SNI** « ne saurait admettre une orientation prématurée où pèseront lourdement les contraintes socio-économiques », le **SNC** (1) déplore « les aspects rétrogrades des propositions ». Les parents rechignent, les élèves renacent.

Mais derrière ce concert unanime des notes discordantes se font entendre : la fédération Cornec, comme le **SNI**, apprécie certaines dispositions. Et chacun d'insister avant tout sur le manque de moyens. Certains silences de la part des organisations politiques sont significatifs...

Tout le monde est bien d'accord pour constater comme le fait le **CFDT** que le projet Haby est « fondamentalement réactionnaire dans une perspective technocratique et élitiste au détriment des travailleurs ».

Le pouvoir modernise et rationalise son système éducatif pour lui faire encore mieux jouer son rôle de sélection et d'intégration. Il serait temps d'abandonner l'idée qu'il est possible de démocratiser un système conçu par et pour les classes dominantes afin d'assurer leur reproduction et leur hégémonie sur toute la société. C'est pourquoi le **PSU** estime « qu'il s'agit moins d'un débat sur l'école qu'un débat sur l'ensemble du processus de formation (initiale et permanente) ».

Ce qui est en cause, ce sont les problèmes nés de la division du travail. En introduisant souplesse et mobilité dans les structures et le déroulement des études, Haby facilite l'ajustement de la carte scolaire aux besoins régionaux de la production. Il vise surtout à harmoniser l'offre scolaire et la demande du marché de l'emploi. Les pressions patronales joueront à la fois, en fonction de la conjoncture, sur la mobilité de l'appareil éducatif et sur la mobilité professionnelle (c'est là tout le sens des « réformes » concernant le contrôle continu, l'autonomie, les paliers de sortie...).

Ce n'est donc pas au nom d'objectifs scolaires que la bataille peut s'engager sous peine de sombrer dans le corporatisme ou dans l'incompréhension de l'opinion. Elle doit s'orienter en fonction et à partir des intérêts des travailleurs.

La riposte, pour être efficace, doit être prise en charge par les organisations de travailleurs (et en premier lieu les confédérations ouvrières) dans une triple direction :

— réfléchir sur la manière dont l'éducation peut s'insérer dans la transformation des rapports sociaux, sur les pratiques éducatives à mettre en œuvre pour contrecarrer les visées sociales de l'école actuelle.

— favoriser l'intervention active des travailleurs sur les questions touchant à la formation pour faire de l'école un terrain de l'action anticapitaliste au même titre que l'entreprise ou le cadre de vie.

— élaborer un projet alternatif, enraciné à partir du combat contre l'exploitation capitaliste, correspondant sur le plan des contenus et des méthodes aux besoins des travailleurs.

Une telle perspective implique un double axe de travail :

● une lutte politique et idéologique contre la fausse neutralité véhiculée par l'idéologie scolaire (par exemple les mythes de l'égalité des chances, de la promotion, de la laïcité, etc...).

● une série de propositions concrètes afin d'assurer le contrôle populaire sur la formation initiale et permanente.

Dénoncer la réforme, se réunir pour élaborer les objectifs et les moyens de l'action, telles sont les tâches urgentes.

Jean CEVENNES ■

(1) Syndicat National des Collèges.



◆ En réorganisant le système par le bas, la réforme Haby apparaît logique et cohérente. Elle l'est en effet mais elle n'en est que plus dangereuse.

Réserver la période de cinq à sept ans pour mener les premiers apprentissages selon le rythme propre de chacun, n'est-ce pas une mesure à la fois logique et démocratique ? Oui, à condition que les enfants se retrouvent ensemble à l'âge de sept ans pour passer au cycle suivant : sinon on reconstitue des filières qui se différencient en terme de durée. L'accélération des plus « doués », c'est-à-dire les plus soutenus par la famille sur le plan de la disponibilité, de l'environnement, etc... se paiera par l'élimination systématique du plus grand nombre, incapable de suivre un tel rythme. Si les uns atteignent le collège entre neuf et dix ans, les autres n'y parviendront que vers treize ans, tout juste avant d'être « orientés » dans la « vie active » à quatorze ans grâce à la loi Royer. Ce système cohérent s'instaure dès la maternelle.

En fait deux réseaux éducatifs sont mis en place : aux uns les milieux familiaux stimulants, les jardins d'enfants à entraînement

intensif, les bonnes maternelles ; aux autres les foyers en difficultés (notamment d'argent ou de logement), les nourrices culturellement démunies, les petites actions surchargées.

Le projet Lesur-Haby, c'est la sélection en douceur qui récupère la pédagogie rénovée en détournant le sens de certaines expériences. Il risque de masquer le caractère élitiste en invitant les uns à la résignation, les autres à la bonne conscience. C'est un camouflage habile des mécanismes sélectifs du système scolaire au nom du mythe de la démocratisation.

Une triple action doit être menée :

● donner la parole aux chercheurs, aux novateurs qui en développant les thèmes de « respect du rythme d'acquisition », ou « respect des différences », n'occultent pas la dimension sociale de l'éducation (1) ;

● informer sur la mystification des projets Lesur-Haby par une dénonciation systématique de la sélection précoce. Exemple d'action : le Bas-Rhin. En novembre 73, à partir du problème des effectifs, un comité de coordination (association école maternelle, parents Cornec, enseignants SGEN et SNI) organise des as-

◆ Jean-Luc Hennig a été suspendu de ses fonctions le 28 mars 1974 pour avoir dans ses cours à Nantua (Ain) étudié des problèmes contemporains à partir de livres, revues, journaux (dont *Le Monde* et *Libération*). Le prétexte : un texte de J. Genet paru dans *Recherches*. Muté d'office à Nancy le 1er novembre, rejoint son poste après un congé de maladie le 6 janvier 1975. Suspendu à nouveau le 13 janvier (1).

● *TS* : Avant de rejoindre ton poste, tu as publié une « lettre ouverte au ministre » indiquant que tu allais notamment étudier avec tes élèves « la langue obscène ». Pourquoi avoir choisi cette attitude provocatrice ?

● Jean-Luc Hennig : D'abord la première provocation vient du ministre lui-même qui m'envoie à Nancy. C'est une ville de garnison, une ville ultra conservatrice

(rappelez-vous l'interdiction faite à Planchon de jouer *L'Infâme*). Par cette attitude « d'indulgence et non de faiblesse », le ministre a donné raison au pouvoir politique de Nantua. Je n'avais le choix qu'entre me soumettre (et par là reconnaître mes torts) ou me démettre (ce qui ne gêne pas le pouvoir). J'ai donc rédigé cette lettre ouverte pour répondre à l'illégalité : je n'accepte pas de me soumettre à l'arbitraire. J'ai décidé de continuer un enseignement ouvert traitant des enfermements, de *Libération* et de la langue obscène. La langue obscène, c'est en fait tout ce qui est, dans notre société, refoulé, interdit, (comportements, langages, lieux rélégués, etc... : sex-shops, prostitution, mot « sales », films pornos, graffitis, chiottes etc.). La société ne la tolère que lorsque c'est caché, clandestin ; j'ai donc voulu la montrer dans les lieux où elle est interdite, l'utiliser en libérant la parole

HABY

ouvrir l'école
sur la vie

HENNIG

sanctionné !

réalité

semblées générales où sont débattues des propositions : lettre ouverte aux parents, lettre aux élus locaux et nationaux, pétition-conférence de presse, opérations « portes ouvertes ». En juin 1974 est organisé à Strasbourg un rassemblement-fête (fête pour les enfants, manifestation pour les parents) permettant de poser publiquement, avec notamment la participation de syndicalistes ouvriers, les problèmes des maternelles. D'octobre à décembre 1974, dans chaque école du département, est débattue en commun l'organisation d'une limitation des effectifs.

● briser le monopole enseignant sur l'école : l'action doit être, là aussi, prise en charge par les travailleurs. Il ne s'agit pas en effet d'avoir une attitude d'assistance envers les travailleurs mais de favoriser leur prise de conscience, leur droit d'intervention, et l'expression de leurs be-

Maternelles

Egalité ou massacre ?

Il s'agit là de reconnaître la valeur de la culture populaire (évacuée par l'école), de prendre en charge des différences réelles entre les classes sociales et donc de lutter concrètement contre une hiérarchie des individus fonction de leur origine sociale et justifiée par la sélection scolaire.

C'est au niveau de la maternelle que peut commencer une lutte active contre l'école inégalitaire.

Ecole élémentaire

Haby supprime les redoublements mais pas l'échec...

◆ Dans le quotidien régional Sud-Ouest du 6 février 1975, nous avons relevé les conclusions d'une recherche menée en commun par des parents et des éducateurs et exposée dans les quotidiens régionaux. L'échec scolaire n'est pas une fatalité mais l'aboutissement normal d'un système éducatif qui ne vise qu'à dégager une élite.

« 70 % des enfants « échouent » à l'école primaire. On peut dire qu'un CE 2 de trente neuf enfants d'âge « normal » secrète déjà 25 échecs (...).

« A quel âge commence l'« échec ». Dès l'école maternelle ? A partir de quel moment l'enfant et la famille se trouvent-ils en situation d'échecs ?

L'enfant échouant scolairement est-il un inadapté ou le devient-il à cause de l'échec scolaire ? Qui est fautif de cet « échec » ? L'école ? La famille ? Les maîtres ? Les enfants ?

Il s'agit de savoir ce que c'est que réussir et qu'échouer. Pour beaucoup, réussir c'est se sentir à l'aise.

La réussite est propre à chacun et ce n'est que par rapport à sa propre identité que l'on peut dire qu'un enfant ou un adulte a réussi ou échoué.

Mais la « réussite », telle que l'école et souvent la famille l'entendent, c'est devenir capable de se conformer aux normes de la société.

L'école est le véhicule de cette « norme ». Les parents sont conditionnés eux aussi par ces normes.

Lorsqu'il n'y a pas coïncidence, lorsqu'un enfant ne « réussit » pas dans cette perspective, il échoue, et les parents en sont culpabilisés et culpabilisent l'enfant.

Il est apparu qu'il est difficile de « réussir » sa vie lorsqu'il y avait échec scolaire.

L'école ne permet pas à l'enfant de trouver sa propre voie, elle ne se met pas à son service. Bien au contraire, elle est le lieu où le choix n'est pas permis. Elle fait la démarche inverse. Elle trace la voie, la même pour tous, à dominante intellectuelle et prétend y conduire chacun. Pas de « menu à la carte », seulement le « menu fixe ».

Les questions soulevées dans cette rencontre d'une trentaine de parents et d'éducateurs de Bergerac (Dordogne) restent fondamentales : Haby ne supprime pas l'échec scolaire, il le cache. Mais la « norme » sociale et scolaire restera le critère d'après lequel seront jugés et orientés les enfants : le courrier à deux vitesses ne fera qu'accentuer la sélection sociale.

M.C. ■



soins en éducation. C'est aussi, et peut être surtout, la seule façon de lutter contre la notion de « handicaps socio-culturels », notion méprisante pour les travailleurs que l'on considère comme inférieurs.

Note rédigée d'après les bulletins du GEDREM n° 15 et 16. 94, rue N.D. des Champs - 75006 ■

(1) Cf. article de Geneviève Petiot-TS n° 641.

collectivement pour se déculpabiliser.

L'utilisation de Libération avait pour moi une double signification : Libération est interdit dans les casernes, le serait-il aussi au lycée ? Mais surtout j'ai remis en cause le rôle social de l'enseignant qui étudie et du journaliste qui raconte : il s'agit d'un engagement au sens profond du terme, qui rompt avec la spécification des compétences...

Quant à l'enfermement, c'est de voir comment ça se passe quand on est quelque part où on est obligé d'être sans l'avoir voulu, comment s'exerce la répression à tous les niveaux : censure idéologique, sexuelle, corporelle.

● TS : Ne risquais-tu pas ainsi de faire le « jeu du pouvoir », et de tomber dans la réaction purement individualiste ?

● J.L.H. : Se taire c'était tomber

dans le piège. J'ai voulu démonter le mécanisme. En cours j'ai refusé de parler de sujets extérieurs aux problèmes vécus par les élèves (par exemple la drogue). J'ai, par contre, décortiqué le thème de la violence en dévoilant par exemple la violence de la publicité, des mass-media, etc... Ce n'est pas ma méthode mais j'ai voulu dévoiler la violence quotidienne qui est faite aux élèves, le viol politique qui est exercé tous les jours par l'enseignement.

Mais j'ai aussi étudié des textes latins (Suetone-Martial), le racisme, les loisirs, etc... La plupart des élèves ne se sentaient aucunement impliqués ou concernés, ils ne connaissaient rien de ce qui se passe à Nancy. L'école, en distillant l'ennui, occulte les problèmes et tue l'invention ou l'intérêt des élèves.

● TS : Quelles ont été les réactions, les formes de soutien ?

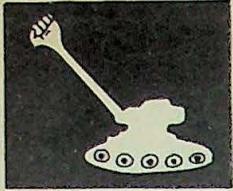
● J.L.H. : Il y a eu une réaction vive au niveau des lycéens qui y ont vu un moyen de briser l'ennui. Ils se sont engagés, ont discuté, ont pris la parole. Les parents affiliés à la fédération Cornec du lycée ont, eux aussi, protesté contre la sanction, dénoncé la participation et le rôle qu'on leur fait jouer. Quant aux enseignants, les réactions sont plus timides ; le SNES déclare que je suis indéfendable, le SGEN me reproche une position individuelle mais organise des réunions d'information et me soutient. Les militants de l'Ecole émancipée et de Renovation syndicale ont organisé avec la LCR et le PSU des meetings de soutien.

● TS : Est-il habile, au moment où les enseignants sont préoccupés comme les autres travailleurs par le chômage, l'emploi, l'inflation et où les lycéens sont surtout inquiets de la sélection, de poser ces problèmes ?

● J.L.H. : Il me paraît que la réforme est un tout qu'il faut attaquer sur tous les terrains. Certes la sélection, l'emploi, la privatisation sont des problèmes importants. Mais on ne peut négliger tout l'habillage idéologique de cette réforme, le caractère totalitaire des exigences de Haby en matière de morale, d'ouverture et de mentalité.

On ne doit pas en rester à la protestation individuelle, il faut élargir la brèche. C'est le sens du Manifeste qui est débattu en ce moment, c'est aussi la volonté de ne pas se limiter à quelques cas et de poser toutes les questions dont les syndicats d'enseignants ne parlent pas et en particulier la censure sexuelle, politique et idéologique. Propos recueillis par J. CEVENNES ■

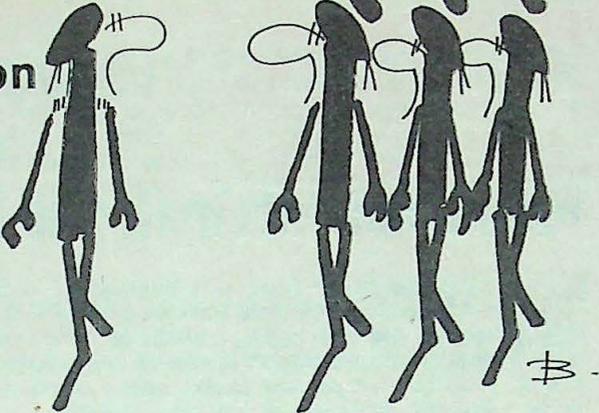
(1) Voir les dossiers publiés par le SGEN, l'Ecole émancipée, Renovation Syndicale et les articles de Libération.



droite!
droite!
droite!

gauche! gauche!
gauche!

Information et droit du soldat (IDS)



Plusieurs commissions seront constituées :

1) **Le mouvement des comités de soldats.** Bilan, forces engagées, construction et extension du mouvement. Les états généraux des comités de soldats. Place de l'IDS ; les mouvements de soutien à la lutte de soldats ; lutte contre la répression.

2) **Ebauche d'une plate forme revendicative.** L'appel des 100 correspond-il à l'ensemble des revendications des soldats ? Analyse des cahiers de revendications. Les classes, les brimades, l'arbitraire réglementaire. Les problèmes affectifs, misère sexuelle. Tenue : uniforme, cheveux...

3) **Le droit du travail et l'armée.** Salaire, congés, assurance maladie, santé et hygiène mentale. Accidents, Les contrats des engagés. Délégués des soldats : libre circulation dans l'exercice de leurs mandats. Affichage des règlements.

4) **Le droit syndical et l'armée.** Nature et structure du syndicat de soldats. Droit à l'organisation nationale indépendante de l'institution militaire. La section syndicale. Les garanties des délégués syndicaux. Droit à l'information syndicale. Modalités de la construction du syndicat à partir du mouvement des soldats.

5) **Le droit du citoyen et l'armée.** Protection de la vie privée. Liberté d'opinion, d'information, d'affiliation à des organisations syndicales, politiques. Suppression de la justice militaire de toute contrainte par corps n'entrant pas dans le cadre de la législation civile. Droits à la désobéissance ; crimes de guerre.

Invités : Ligue des droits de l'homme, Syndicat de la Magistrature, Mouvement d'Action Judiciaire (MAJ), CFDT, CGT, FEN, JEC, JOC, MRJC, VVDM, Syndicat de Soldats hollandais.

Adresse postale : Bertrand Jullien, B.P. 112, 75825 - PARIS - CEDEX 17.

Permanences au local : 8, villa du Parc Montsouris, 14e, mardi, jeudi, samedi après-midi :
Tél. 589.55.69, poste 38.
CCP : Roger Goirier 34561 68 LA SOURCE

DECOUVERTE ET CULTURE Loisirs

D.C.L. créée en 68 à l'initiative du P.S.U., vit essentiellement de ses adhérents. D.C.L. anime des voyages d'étude, réalise des brochures, des montages audio-visuels, propose des vacances collectives et des rencontres militantes.

Le bilan des tentatives historiques de transition au Socialisme, l'ampleur des luttes anticapitalistes du mouvement ouvrier européen et nord-américain, des luttes anti-impérialistes, enfin pourquoi il est fondamental de soutenir les luttes des mouvements ouvriers étrangers et de Libération Nationale, voilà ce que D.C.L. veut faire découvrir et comprendre.

Pour les séjours en France, D.C.L. entend favoriser la rencontre de travailleurs dans un cadre et des circonstances où les rapports d'argent sont les plus réduits, favoriser un modèle de vacances dans des lieux où l'on se repose d'une année de bruit et de travail tout en ayant des contacts avec la population alentour.

VOYAGES 75 : CHINE - ALBANIE - PALESTINE - PORTUGAL - SOMALIE - ALGERIE - YEMEN DU SUD - PEROU - CALIFORNIE - ROUMANIE ...

SEJOURS 75 : CEVENNES - PAYS BASQUE - PROVENCE ...

ADHÉREZ à D.C.L. !

94 rue Notre Dame des Champs - 75006 Paris -
tél 325 00 09 / 633 77 78 (ouvert tous les jours de 10h30 à 19h)

Logement :

GISCARD RAVALE !

MAIS ON EXPULSE TOUJOURS

« Je vous signale, Monsieur le Président de la République, que votre politique économique et sociale de donner la préférence en matière de construction à la remise en état des immeubles anciens, est tenue en échec dans le XVII^e arrondissement de Paris... »

Sous Giscard, un président qui veut se mettre à la place des Français, tout finit ou commence par une lettre à l'Élysée, cette boîte aux merveilles. M. Jean Houetz, un modeste employé de bibliothèque qui habite un immeuble promis à la destruction au 17 de la rue de Chailot à Paris, a donc pris son courage à deux mains et calligraphié un penum de trois pages à M. Giscard d'Estaing. « Nous comprenons bien, écrit-il, que notre présence est indésirable dans un quartier où il n'y a guère de place que pour les gens fortunés... »

Le XVI^e n'est pas un « périmètre de rénovation » comme le XX^e, le XV^e, le XIV^e, où l'on expulse et déporte à grande échelle les habitants des quartiers populaires — retraités, ouvriers, jeunes, immigrés, artisans — pour relaper façon « standing » et poutres apparentes, ou bâtir des immeubles « de prestige ». Mais dans le détail, ce quartier connaît les mêmes contraintes qu'ailleurs. Ainsi, au 17 rue de Chailot, un immeuble ancien sur cour et un garage récent sur rue ont été achetés en 1973 par une société immobilière, puis cédés à une autre en 1974. Les quatre-vingt familles qui y logent faisant partie du lot, il s'est agi de les expulser rapidement puis-

que la société « Le Galiera », du groupe Deromedi, compte y construire au plus vite une « résidence » : 76 logements, des commerces et 243 places de parking. L'objectif essentiel est donc de louer à bon prix des parkings aux bourgeois des villas et immeubles environnants. Une agence locale a été chargée de mener la saga des expulsions et de faire des propositions de relogement en banlieue : la plupart des locataires ont cédé dans la voiture qui les ramenait de la visite. Sinon, ils étaient déposés au premier carrefour : « C'est l'acceptation ou la rue : vous n'avez pas le choix », leur disait M. Medioni, le responsable de l'agence, qui assurait que « la mairie », (mais laquelle ?) paierait la différence de loyers...

Pour ceux qui ne se sont pas résignés à partir, tout est bon : harcèlement, menaces, descentes de police. Le promoteur laisse la crasse envahir les lieux pour faire déclarer le local insalubre. Deux vieilles dames (73 ans, 92 ans) se sont barricadées dans leurs chambres, clouées par la peur. M. Houetz court les salles de rédaction après le travail pour expliquer sa situation : « Pourtant nous sommes de bons citoyens, de bons Français à part entière », écrit-il à Giscard, (c'est à dire au dix-huitième sous-conseiller chargé d'instruire le courrier de sa Grâce). « Nous avons droit à notre place au soleil comme tout le monde. Il aurait suffi d'un ravalement pour nous rendre heureux... »

PH. M. ■

et pendant ce temps-là...



BAROU.

Toulouse défigurée



Le maire de Toulouse, défenseur de l'environnement ? On pourrait s'y laisser prendre. En effet il n'est pas de réunion du conseil municipal où Baudis n'intervienne pour sauver un arbre menacé par un chantier ou pour parler d'humanisation de la ville. Tous ces discours et quelques réalisations intéressantes comme la rue piétonnière ne servent en fait qu'à cacher une réalité alarmante. Toulouse va être livrée à la voiture.

◆ Tout le monde reconnaît qu'on circule mal à Toulouse, et particulièrement dans le centre. Pourtant, la moitié des déplacements quotidiens dans l'agglomération se font entre le centre et la périphérie.

Tout pour le centre

En l'absence d'une politique d'urbanisme, toutes les structures administratives, commercia-

Ce sera bientôt chose faite : la municipalité de Toulouse a décidé de construire une voie rapide le long des berges de la Garonne, entre le pont de la Poudrière (Empalot) et les allées de Brienne. Cette voie se raccordera à la rocade qui existe au nord, mais reste à construire au sud. Longue de 3 km 500, elle empruntera alors les quais situés en contrebas des quais Lombard, de la Baurade et de Tounis et com-

berges facilitera les déplacements entre le centre et les quartiers situés au nord et au sud. Mais elle ne supprimera pas la nécessité de toujours passer par le centre ville pour se rendre d'un quartier à l'autre.

On veut ainsi faire passer une voie à grande circulation tout près du centre historique et administratif de Toulouse avec des sorties menant à trois grands parkings à créer dans le centre et aux rues laissées à la circulation automobile. Cette voie, reliée au réseau auto-routier, permettrait l'accès en voiture jusqu'au centre ville ; hypothèse de base : « **les 60 % de Toulousains qui utilisent leur voiture pour leurs déplacements veulent pouvoir accéder jusqu'à moins de trois cents mètres du centre ville** ».

On sacrifie ainsi le plus beau site de Toulouse, la ville rose, les

On aggrave, en fait, les conditions de la circulation et du stationnement dans le centre ville déjà saturé en y attirant des voitures jusqu'à l'apoplexie ; après on verra... Ce projet va accélérer les transformations que le capitalisme impose aux villes :

— création au centre d'un quartier d'affaires, de commerce de luxe et de résidence grand standing, source de gros profits.

— déplacements en voiture en tentant cependant de décourager les automobilistes peu fortunés de se rendre au centre ville en rendant très élevé le prix du stationnement ou des contraventions.

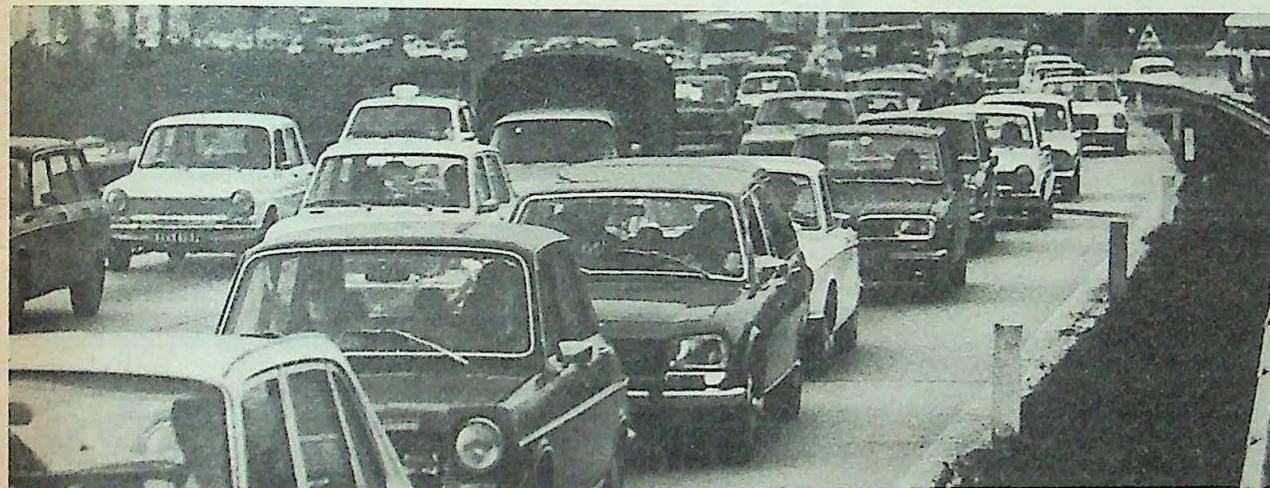
Les bourgeois pourront ainsi vivre entre « gens biens » dans le centre.

Mais ces projets se heurtent à l'opposition résolue de milliers de Toulousains.

Au bord du canal, de la Garonne, sur le tracé de la rocade, des comités de défense se sont constitués, souvent à l'initiative du PSU. Ils ont déjà empêché que ces projets ne se réalisent dans la clandestinité des bureaux d'études, en informant massivement la population. En effet, les Toulousains n'avaient pas été informés de ce projet. Ni la municipalité, ni les services de l'équipement, ni les grands moyens d'information ne l'avaient présenté aux habitants, bien qu'il engage de manière définitive l'avenir de la ville. La première tâche du Comité de Défense des Berges de la Garonne a donc été de prévenir la population. Il a donc réalisé une exposition ambulante, présentant le plan du tracé projeté, les photos de la maquette exposée à la Direction de l'Équipement et les arguments du Comité. Cette exposition présentée 8 fois en public a permis de réunir plus de 3 000 signatures de Toulousains opposés au projet. Le maire de Toulouse avait déjà partiellement cédé sur une partie du tracé de la rocade sud. Mais, alors qu'il annonçait devant les caméras de la TV pour l'émission **La France défigurée** que la dernière section de la rocade sud ne se ferait pas, le directeur de l'Équipement présent disait le contraire. Mais quel est donc le pouvoir d'un maire ?

Les militants PSU engagés dans les différents comités essaient de faire en sorte que les membres de chaque comité ne renvoient pas cent mètres ou un kilomètre plus loin le « monstre » qu'ils ne veulent pas chez eux. Il s'agit au contraire de globaliser la lutte, et de mettre en avant le seul contre-projet véritablement unifiant : transports en commun prioritaires et gratuits.

Michel DOMENC et
Julien SAVARY ■



Des autoroutes urbaines : on verra bientôt ça en plein centre de Toulouse.

les, culturelles, et de nombreux emplois sont concentrés en effet dans le centre, ce qui impose de longs et pénibles trajets entre lieux de résidence et de travail. Il existe très peu de liaisons entre quartiers périphériques, spécialement dans le domaine des transports en commun : quand ils existent, ils sont rares, lents et mal commodes. Les déplacements se font donc principalement en automobiles individuelles, les transports en commun n'ayant jamais reçu la priorité qui devrait être la leur.

Mais la ville était, pour le moment, préservée des autoroutes urbaines, véritables collecteurs de pollutions et de nuisances. Ce « retard » pouvait permettre aux toulousains d'éviter l'escalade de la voiture (rocade, super puis hyper rocade...)

Mais non, Baudis et les technocrates de l'équipement ne pouvaient pas ne pas réaliser ces gigantesques et hideux échangeurs que leurs compères de Lyon et de Marseille avaient inaugurés en grande pompe.

prendra deux voies doubles de six mètres chacune, séparées par un terre-plein central. Il faudra donc — les quais n'étant pas assez larges — empiéter sur le lit de la Garonne. Et exproprier boulevard des Platanes et rue de la Chaussée.

On coupe les quartiers en deux

La rocade sud va carrément passer à travers un quartier populaire. 200 habitations vont être démolies : les familles, généralement âgées, seront déportées dans les quartiers périphériques. On abattra 2 000 arbres et en particulier un magnifique parc avec des arbres centenaires, seul coin de verdure dans les environs. C'est tout un quartier qui sera séparé en deux et perdra toute sa vie, l'autoroute trouvant d'ailleurs le moyen de passer à côté de quatre groupes scolaires.

Qu'importe ! D'après les conseillers techniques de la mairie (qui semblent être, avec l'Équipement, les véritables instigateurs du projet), la voie sur

quais de la Garonne bordés de monuments historiques, un ensemble architectural unique. On croyait que Giscard arrêtant la voie express rive gauche à Paris, Baudis (RI) en ferait autant à Toulouse. Eh bien non.

Haro sur les espaces verts

On supprime un espace de détente utilisé par les habitants du centre. La ville de Toulouse manque d'espaces verts. Ceux qui ont été aménagés sont soit très petits, soit tous groupés dans le même quartier (le grand rond). Mais Toulouse a la chance de disposer de deux voies d'eau, la Garonne et le canal, bordés de berges qui sont fréquentées par beaucoup de Toulousains : pêcheurs, enfants, jeunes, personnes âgées, qui trouvent à proximité de leur domicile des espaces où se promener. La construction de cette voie les priverait de leurs lieux de loisirs. Bien sûr, on nous propose quatre zones de détente à dix ou vingt kilomètres de Toulouse où on se rendra... en automobile...



Madagascar



notre agent à Tananarive...

Il n'a pas tiré lui-même ; il a simplement armé le bras, ordonné ou rendu le geste inévitable. Et le colonel Ratsimandrava a été tué sur le coup, six jours à peine après avoir reçu les pleins pouvoirs du général Ramanantsoa. Cet homme qui attendait tapi dans l'ombre, cet homme dont tout le monde parlait à Madagascar et qu'on voyait rarement, cet homme qui roulait grand train et multipliait les tournées en Europe (22 000 km aller-retour) s'appelle André Resampa, il se dit « socialiste » et il n'est pas tout à fait inconnu en France...

Pas n'importe quel socialiste : André Resampa a été fonctionnaire sous la colonisation française, puis un des fondateurs du Parti social-démocrate avec Philibert Tsiranana. Ministre du gouvernement provisoire en 1958, il a été le principal « négociateur » des accords de coopération franco-malgaches de 1960 que les manifestants de Tananarive, en mai 1972, appelaient « accords d'esclavage ». Secrétaire général du Parti social-démocrate (PSD), un parti quasi-unique, il a été pendant quatorze ans « l'homme fort » du pays : ministre de l'intérieur à poigne, vice-président, et successeur désigné du président Tsiranana. De son temps, la France était chez elle à Madagascar : elle mettait les pieds sur la table.

Son école, ses seuls amis à l'extérieur : les socio-démocrates allemands, israéliens, et français. Les premiers ont donné un immeuble et une imprimerie ; les seconds ont entraîné et armé les Forces Républicaines de Sécurité, sorte de CRS à la malgache recrutés presque essentiellement dans la région d'où André Resampa était natif. Les camarades de la SFIO, eux, se sont contentés de donner le peu qu'ils avaient : des souvenirs et des relations.

invité à Pau

En 1971, Resampa avait été écarté du pouvoir : par Tsiranana d'abord ; par les événements ensuite : ses FRS avaient tiré sur la foule de Tananarive en mai 1972, obligeant la gendarmerie (commandée alors par le colonel Ratsimandrava, justement) à intervenir. Depuis, ils se sont réconciliés ; ils ont réclamé le « retour à la république », et comploté à droite et à gauche pour mettre le gouvernement en difficulté. Leur grand crédo : le retour dans l'orbite française, le « dialogue » avec l'Afrique du Sud, le freinage de la « malgachisation » de l'économie et de l'enseignement, bref le retour à l'ancien régime.

Et ils ont failli réussir : André Resampa était invité au congrès de Pau du PS, fin janvier ; son parti était sur le point d'être admis de nouveau à l'Internationale socia-

liste ; et sur place, une poignée d'officiers et les ex-FRS (rebaptisés Groupe Mobile de Police) retranchés dans une caserne aux portes de la capitale, résistaient — les armes à la main — à un gouvernement mou et divisé.

C'est à tout cela que le colonel Ratsimandrava, un nationaliste po-

quelques tonnes d'armes et de munitions.

Mais plutôt bien fait pour la France. Car le nouvel « homme fort » est un modéré, un « sage » : le général Andriamahazo. Ce bourgeois tananarivien a été formé à la française ; son nationalisme ne va pas au-delà des intérêts de sa classe. Parlant voici quelques semaines du



puliste à la péruvienne, allait mettre fin. Et c'est cela précisément que Resampa et ses hommes n'ont pas pu supporter. Ce colonel de gendarmerie contrôlait la seule arme du pays réellement représentative sur le plan national, et au surplus proche de la population, ce qui revêtait une grande importance à un moment où la guerre civile menaçait. Nommé ministre de l'intérieur en 1972 (où il succédait à Resampa donc), le colonel s'est fait le propagandiste de la réforme des Fokonolona, parlant tous les jours à la radio, multipliant les tournées : de ces institutions communautaires rurales, il comptait faire les vraies cellules d'entraide, de production, de collecte de commercialisation de la campagne, pour dessaisir progressivement les usuriers et commerçants locaux, les sociétés d'import-export malgaches ou étrangères. Une tâche énorme dans un pays dont l'économie est encore contrôlée à plus de 65 % par des capitaux étrangers et notamment français.

délices de l'Anti-France

Liquider Ratsimandrava, la dernière carte nationaliste que pouvait jouer le pays avant le retour à l'ancien régime ou la chute dans le chaos, devenait donc une nécessité ; et c'est ce qui a été fait. Mal fait cependant : Resampa est en prison, car les jeunes manifestants de Tananarive ont exigé son arrestation et détruit le siège ultra-moderne de son parti ; et Tsiranana ne pèse plus guère dans le pays depuis qu'on a découvert chez lui

Tout cela n'est pas sans importance pour les intérêts français qui sont sérieusement malmenés depuis quelques années dans cette partie du monde. Les Comores deviennent indépendantes ; à la Réunion, les partisans de l'autodétermination de l'île (les autonomistes) sont la majorité depuis les dernières élections ; Djibouti est contesté tout à la fois par l'Ethiopie et la Somalie ; enfin Madagascar, qui « commande » toute cette zone, se laissait aller depuis plus de deux ans aux délices du nationalisme et de l'anti-France.

De là à dire que les services de Giscard ou d'Abelin ont mis la main à la pâte : non, c'est un pas qu'on ne peut franchir. Foccart n'est plus au parfum, officiellement du moins : il est conseiller de Bongo, le président-banane du Gabon. Et les Giscardiens affectent de ne plus vouloir « coopérer » qu'avec les pays qui en font la demande. Finis les grands tripatouillages de jadis !

Cependant, il y a des conversations, de la concertation, bref du dialogue. Comment appeler autrement cette curieuse rencontre qu'un très haut-fonctionnaire du ministère de la Coopération (un des adjoints directs d'Abelin) a voulu ménager en janvier entre le représentant d'un parti de gauche de Madagascar et l'ancien vice-président PSD Rabemananjara, qui vit en exil à Paris depuis les événements de 1972 ? Et comment caractériser la question qui a été posée au premier : au cas où le ministre Ratsiraka, nationaliste progressiste, serait évincé du gouvernement au profit du général Andriamahazo, quelle serait votre attitude ? Cela dit, on ne se mêle plus de rien.

Philippe MARIELLE ■

Sénégal :

la face cachée de la « négritude »

L'arrestation de M. Papa Touty Sow (agent de l'Office National de Coopération et d'Aide au Développement, en service à Kaolack) au début de l'année, a été le point de départ d'une vague de répression au Sénégal qui a frappé aussi bien des fonctionnaires de l'Etat et des membres du corps enseignant que des ouvriers et des chômeurs. Une quinzaine d'autres personnes continuent d'être interrogées dans les locaux du Bureau National de Sûreté où M. Papa Touty Sow a notamment été torturé durant quinze heures sans interruption.

L'accusation portée contre ces inculpés politiques est d'avoir assuré la diffusion d'un journal clandestin (« Xarebi » : La lutte). Elle paraît d'autant moins fondée que le mensuel incriminé, qui se fait l'écho des luttes ouvrières et du pillage forcené des deniers publics dont se sont rendus coupables plusieurs personnalités

proches de l'équipe du Président Senghor, a régulièrement assuré sa parution bien après le « coup de filet » de la police politique sénégalaise. Celle-ci continue de procéder à des perquisitions nocturnes (sans mandat) et à des interpellations abusives sur la base des dénonciations de ses agents de renseignements ou des militants du parti unique au pouvoir.

Ces nouvelles arrestations, accompagnées du recours à des recettes subtiles à tortures physiques et psychologiques, ruinent non seulement la popularité d'un régime déjà fortement contesté au Sénégal, mais également, le crédit dont aurait pu encore jouir le Président Senghor auprès de l'opinion internationale qui se souvient encore de l'assassinat du détenu politique Omar Blondin Diop dans la prison de l'île de Gorée, au large de Dakar, voici deux ans.

Bara DIOP ■



A l'occasion du sixième anniversaire du Front Démocratique Populaire pour la Libération de la Palestine fondé le 22 février 1969, « TS » a rencontré un représentant de cette organisation, Abou Saleh. Le F.D., dirigé par Nayef Hawathmé, est l'une des composantes de l'Organisation de Libération de la Palestine. Elle se réclame du marxisme-léninisme comme idéologie et instrument de combat et soutient une ligne de solidarité du mouvement communiste mondial, dans un esprit proche des Vietnamiens.

● **TS :** Le leader du FD, Nayef Hawathmé déclarait dès 1971 dans une interview à « *Africa-sia* » : « Quant à nous, nous entendons bâtir un Etat démocratique et socialiste où Israéliens et Arabes jouiraient des mêmes droits, un Etat où le pouvoir sera exercé par les Conseils des ouvriers et des paysans, et c'est dans ce sens que nous entendons la destruction de l'Etat sioniste ». Quatre ans après, le FD a-t-il les mêmes objectifs et comment s'insèrent-ils dans les perspectives globales de l'OLP, par exemple les dix points du dernier conseil palestinien et le discours d'Arafat à l'ONU ?

● **Abou Saleh :** L'objectif stratégique du FD est toujours le même. Nous sommes pour la création d'une Palestine démocratique sur tout le territoire palestinien où Arabes et Israéliens vivraient ensemble, sans discrimination nationale ni oppression de classe. A nos yeux, c'est la seule solution qui libérerait les peuples de la région et les peuples du monde du racisme et du sionisme allié de l'impérialisme.

Mais dans l'étape actuelle nous luttons pour l'établissement d'un Etat national palestinien indépendant sur toute partie du territoire palestinien libérée de l'oc-

cupation sioniste, qui ouvrira dans l'avenir les perspectives d'une solution juste, radicale et durable du conflit israélo-arabe et créera une nouvelle dynamique révolutionnaire.

● **TS :** Comment en tant que marxistes, analysez-vous le phénomène sioniste par rapport au fait national palestinien ? Comment dialoguez-vous avec les courants antisionistes ?

● **A.S. :** La création de l'Etat d'Israël a été le résultat d'une longue période de coopération entre le sionisme et l'impérialisme, à une époque où la région du Moyen-Orient était sous la domination de l'impérialisme et des féodalités arabes. Ceci dit, nous considérons qu'il existe au sein de la société israélienne des courants anti-sionistes qui luttent, dans des conditions difficiles, contre l'idéologie sioniste, pour le retrait israélien de tous les territoires occupés en 1967 et pour la reconnaissance des droits nationaux du peuple arabe de Palestine. Nous apprécions hautement le combat antisioniste courageux à l'intérieur d'Israël que mènent ces forces révolutionnaires et démocratiques, comme le Parti Communiste Israélien (Rakah), le militant anti-

sioniste Ehud Adivé et ses camarades, et le professeur Israël Shakhak, président de la ligue israélienne des Droits de l'Homme et du Citoyen...

● **TS :** Pensez-vous que le « Front du refus » risque de peser sur le déroulement de la nouvelle phase de la lutte palestinienne, notamment dans la perspective d'une conférence de Genève ?

● **A.S. :** Le dernier conseil national palestinien a adopté à l'unanimité à sa douzième session (Le Caire, juin 1974) un programme politique en dix points. Or l'OLP mène la lutte sous toutes ses formes pour l'application de ce programme accepté par la majorité écrasante de notre peuple, à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés. Dans les territoires occupés, le Front National Palestinien qui regroupe le Parti communiste jordanien, le FD, le Fath et des personnalités indépendantes, mène le combat sur la base de ce programme. La plus éclatante manifestation de masse en a été le soulèvement général du 15 novembre. Par conséquent, refuser ce programme, c'est refuser le droit de notre peuple à l'indépendance nationale et à l'autodétermination ; et ce qu'on appelle le « Front du refus » en fait

ne représente plus qu'une force négligeable.

● **TS :** Que souhaitez-vous, de la part d'une organisation comme le PSU, pour le soutien au développement des luttes de classes anti-impérialistes dans l'ensemble du Proche-Orient ?

● **A.S. :** Pour ce qui est du problème palestinien, il nous semble que le rôle des organisations révolutionnaires, progressistes et démocratiques françaises est de soutenir d'une manière accrue la lutte du peuple palestinien autour de l'OLP, de dénoncer les complots impérialistes américains et sionistes et d'exiger le retrait israélien de tous les territoires occupés, pour que notre peuple puisse arracher son droit à l'autodétermination et créer son Etat indépendant en Cisjordanie et Gaza, sous la tutelle du régime réactionnaire jordanien.

Par ailleurs, nous souhaitons que les organisations françaises amies du peuple palestinien accentuent leurs efforts et interviennent de toute urgence pour dénoncer la torture et les emprisonnements dans les territoires occupés et en Transjordanie, et pour arrêter la répression qui frappe notre peuple. ■

Brèves internationales

● De Bandoung à Dakar, même combat

A l'issue de la conférence ministérielle des pays du tiers-monde sur les matières premières, tenue à Dakar, un document de première importance a été publié. Les militants anti-impérialistes auront intérêt à en prendre connaissance. L'ensemble des pays qu'on dit « dépendants », décident de recouvrer leurs droits au moyen de la nationalisation de leurs ressources naturelles, de la prise de contrôle des entreprises étrangères exerçant sur leur territoire ou par la fixation des prix des produits qu'ils exportent ». Voilà Kissinger averti ! Pays producteurs et pays du tiers-monde ne sont pas décidés à s'aligner sur les volontés du cher Henry !

● Le gros Minh se fâche

En appelant un chat un chat et Thieu un despote à abattre, le général Minh, célèbre pour son indépendance politique, prend date pour une prochaine vacance du pouvoir. « Puisque nous ne pouvons plus nous adresser au peuple à travers les journaux, dit-il, nous devons nous mêmes aller directement au peuple ». Minh a l'avantage, sur d'autres « possibles » remplaçants de Thieu, d'avoir l'oreille de la troisième composante, une force qui monte, et qui réclame sans se lasser la réconciliation nationale, et d'abord le départ des Américains et de Thieu. Les catholiques abandonnent de plus en

plus le clan Thieu et participent en nombre croissant à la lutte de libération. Un texte signé du provincial adjoint des Rédemptoristes a demandé au Vatican d'inviter la hiérarchie locale à prendre ses distances avec le pouvoir.

● Capitaux français pour l'Apartheid

« Le gouvernement français qui continue à vendre des armes à Pétoria, qui se refuse à condamner l'Afrique du Sud à l'ONU, qui fait de l'Afrique australe un champ de redéploiement pour l'industrie et les capitaux français, porte une lourde responsabilité dans la prolongation du système d'oppression raciale. En Afrique du Sud et en Namibie » note l'appel du collectif de vingt-six organisations (parmi lesquelles le PSU) qui ont organisé le 15 février à Paris une rencontre nationale pour la lutte contre l'apartheid et le soutien aux luttes de libération en Afrique australe. Bien que le dialogue franco-sud-africain reste discret, bien que Giscard ait promis lors de sa campagne électorale de revoir la question des livraisons d'armes à certains pays, la collaboration de la patrie des droits de l'homme avec celle qui les a le plus bafoués reste entière et fructueuse : le BIAA signale d'ailleurs qu'une offensive est menée par les milieux financiers français en direction de l'Afrique du Sud : échange de missions, ouverture de lignes de crédit, investissements dans les mines, vente de Mirage F 1, etc... (BIAA, 40 rue de Rouelle 75015 - Paris)



« A.A.
Théâtre
d'Adamov »,
au T.N.P.

Le nouveau spectacle que le Théâtre National Populaire a présenté à Villeurbanne, est amputé de l'introduction que son metteur en scène, Roger Planchon, avait prévue pour lui. Dans le hall du théâtre, quelques scènes extraites de pièces d'Adamov devaient être jouées, au milieu des spectateurs, parmi quelques objets significatifs : lit d'enfant, tas de charbon, barricade de pavés. Insolites en leur temps, ces pièces connurent des difficultés de représentation ; les pompiers de Lyon — en brandissant les règlements de sécurité —, en ont ajouté une ultime, alors que l'œuvre d'Adamov pouvait, par le biais de ces flashes, rencontrer le plus large public.

Dans l'état actuel des choses, ce public rencontre moins l'œuvre que l'évocation de l'homme en un spectacle où Roger Planchon se montre lecteur profondément touché par l'aventure personnelle d'Arthur Adamov, telle qu'elle se découvre en filigrane à travers son œuvre dramatique, en clair dans ses deux livres *L'Homme et l'Enfant* et *Je / Ils*.



Aussi le spectacle parlera-t-il au spectateur de façon différente selon que celui-ci, familier de

La main du père

Planchon) qui retrouve cette autorité au fil des ans dans l'armée, l'entreprise ou l'université : elle le protège à la fois (nul besoin de prouver sa valeur pour obtenir une place) et le contraint comme, au point de départ, la main du père qui se referme fortement sur la sienne, le retient et l'oblige à affirmer qu'il suivra la voie qu'on lui trace. Ainsi est-il maintenu dans une dépendance que figure la présence permanente sur le plateau d'un lit d'enfant ; une dépendance qui, l'âge venu, l'empêche d'atteindre à la libre décision d'une vie adulte — qu'il s'agisse de sa vie sexuelle vouée à l'impuissance ou de son insertion dans le mouvement de son époque.

Un raté de l'engagement

Henri se sent en effet constamment attiré par l'action sans jamais trouver en lui la force de s'y engager. Fasciné par la Révolution (Adamov a dix ans quand les puits de pétrole que possédait sa famille sont nationalisés), ayant éprouvé avec la pauvreté la misère du monde, il doit cependant à son psychisme propre l'incapacité de vouloir vraiment rejoindre la lutte prolétarienne. Roger Planchon figure puissamment cette contradiction par la venue, sur les rails qui griffent le plateau, d'un wagon à marchandises sur lequel des révolutionnaires installent des armes et dressent leur drapeau rouge : ce sont des amis d'Henri, ils viennent le chercher, l'appellent, mais il trouve toujours une raison de retarder son départ, soumis qu'il est à cet ordre bourgeois que cependant il déteste. Plus tard, il se rêve communiste abattu par les soldats versaillais. Cette inadéquation à l'action, cette défaillance de la volonté, le spectacle en fait comprendre les causes profondes sans didactisme, à travers des images significatives, emmêlées dans le désordre même des remontées oniriques : c'est la main du père (puissant parce que riche, et détesté parce qu'autoritaire), présente par delà la mort (suicide dont le fils se forge un remords) : « Je détestais mon père, c'est donc moi qui l'ai tué » ; c'est l'errance de la mère à la recherche de l'enfant qui est en dehors et qui n'a pas la clef de la maison ; c'est l'étreinte de la sœur ou de l'amante, ces éternelles infirmières dont l'amour désarme.

l'œuvre d'Adamov, repérera au fur et à mesure de son déroulement les références sur lesquelles se fondent les lignes de force de l'évocation ou que, public non averti, il déchiffre naïvement les images scéniques qui s'offrent à lui sur un fond de ciel marqué au monogramme a.a., C'est la possibilité de ce second mode d'appréhension et ce qui se révélera à travers lui au spectateur qui justifie pleinement l'entreprise.

La difficulté d'être

Tout commence par des images lointaines, fondues aussitôt qu'apparues dans la brume du souvenir. Mais très vite, cette sorte de complaisance qu'elles supposent envers le passé fait place à une plus tyrannique mémoire où se manifeste, constamment renouvelé, le poids de l'autorité paternelle sur l'enfant de famille riche, Henri (personnage du *Sens de la marche*, devenu le protagoniste du spectacle de

Constamment ramené à ses empêchements d'enfance, Henri n'a la clef pour aucune existence. Le spectacle de Roger Planchon, qui met à nu cette incapacité d'agir, peut fonctionner à la fois comme une analyse (de l'histoire personnelle d'Arthur Adamov, projetée comme figure du malaise de l'intellectuel né dans la société bourgeoise face à l'action politique) et comme une mise en garde de chacun face aux inhibitions que toute enfance suscite à qui se laisse aller à tourner les yeux en arrière, au lieu de fixer en avant de soi son regard sur « le sens de la marche »

P. J. Oswald

(PJO)

Maurice T. Maschino

Le reflux

roman

Précédé d'un entretien avec
Francis Jeanson

Dans cet ouvrage, roman autobiographique, l'insoumis du « Refus » (Maspero, 1960), le militant de « L'engagement » (Maspero, 1961), le citoyen algérien de « L'Algérie des illusions » (Robert Laffont, 1973), retrace le long processus de réintégration d'un « enfant prodige »... Retour au pays, mais également retour sur soi, entre autres, sur l'enfance, sur les raisons et la signification d'un engagement politique, sur l'opportunité de le poursuivre dans les formes extrêmes qu'il prit autrefois : si la révolution est impossible au Maghreb, l'est-elle moins en France ? Le gauchisme est-il la plus réaliste des attitudes ?... C'est le contexte qui décide — et *Le reflux* est aussi une sorte de description « ethnologique » d'une France, et de Français, que l'auteur retrouve, ou plutôt, qu'après quatorze ans d'absence, il découvre avec étonnement. Et c'est aussi autour de ces interrogations que tourne l'entretien-préface que Maurice T. Maschino a eu avec Francis Jeanson, ce qui nous vaut, pour la première fois, trente pages où le célèbre écrivain, animateur du « Réseau Jeanson » durant la guerre d'Algérie, exprime ses conceptions de l'action politique aujourd'hui.

27,00 F

« L'imagerie de la pièce la fait plonger dans la vie : elle est directe, elle est populaire. Et cependant, tout en étant populaire, cela ne l'empêche pas d'évoquer les questions essentielles ».

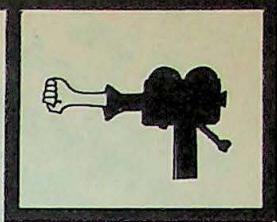
Peter Brook



AU PALACE : 8 rue du Fbg Montmartre -
75009 Paris - tél : 770 44 37

7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75 005 Paris/033 90 07

Dominique NORES ■



ils n'ont eu que ce qu'ils ont pris...

Une fois n'est pas coutume, aux Dossiers de l'Ecran (ANT 2, mardi 18 février) le film retenu — *Les Camarades* de Mario Monicelli — illustre fort bien le sujet du débat sur le syndicalisme. Même l'effet de dépaysement — l'action se passe lors de la première grève d'une usine textile en Italie — ne pouvait détourner les spectateurs français d'un propos essentiel, à savoir la longue route des travailleurs dans leur lutte pour arracher les droits qu'une société impitoyable leur refuse. A la TV, mardi soir, on sentait l'Italie très proche de nous. Pas de fuite possible dans le temps non plus. En effet si la grève de Turin déclenchée pour protester contre un accident du travail se déroule en 1905, les implications politiques et les prolongements actuels du problème n'en ont pas moins été révélés par Monicelli.

Un Mustapha sicilien

En utilisant les ficelles du récit populaire, le cinéaste a su faire toucher du doigt des questions qui ne sont pas moins importantes aujourd'hui. C'est ainsi qu'il aborde des sujets aussi essentiels pour le combat ouvrier que l'unité, la place des femmes dans la lutte (on travaille tout le temps mais, quand il s'agit de se défendre soi-même, on se voit dénier ce droit par nos propres camarades), les travailleurs immigrés (dans le film, il s'agit d'un immigré intérieur venu de Sicile, mais la version française lui a donné l'accent algérien et le nom de Mustapha).

Sans concessions et dans un style appréhensible par tous, le metteur en scène a su exprimer tout en nuances la position de l'intellectuel bourgeois rallié à la classe ouvrière. Ses bonnes intentions n'excluent pas les difficultés de communications avec ceux qu'il veut convaincre. Cependant la distance due à sa condition lui permet un recul par rapport à la situation terrible que connaissent les ouvriers inorganisés. Cet agitateur révolutionnaire interprété avec maestria par Marcello Mastroianni est un militant professionnel engagé dans le combat social par idéalisme, alors que les grévistes le sont par la force des choses et la hargne des patrons ; il finira par être arrêté. Mais la relève est prise par un ouvrier acquis à ses idées. C'est là l'espoir, car en réalité la grève, suivie d'occupation, a été un échec.

le numéro de Chinaud

Le débat qui a suivi ne devait pas tenir toutes les promesses contenues dans le film. En effet, invitant à débattre sur le syndicalisme, la deuxième chaîne avait trouvé le moyen de faire un absent de poids, dont il a été question une bonne partie de la soirée — et pour cause : le représentant de la CGT. Accord avait été pris avec les syndicats pour qu'il y ait participation de ceux qui se retrouvent habituellement sur le terrain social, à savoir les syndicats, le patronat et le gouvernement. Mais voilà, M. Chinaud, secrétaire des Républicains Indépendants, a voulu forcer les règles de ce jeu et imposer sa présence.

En sachant pertinemment que son intrusion dans le débat entraînerait l'abstention de la CGT, il n'a pas voulu rater l'occasion de faire son numéro d'anticommunisme déjà mis au point par son chef « Ponia ». D'autant plus courageux que l'adversaire était absent. A partir de là, on ne s'explique pas pourquoi l'unité d'action entre la CGT et la CFDT, représentée par Lesire Ogrel ne s'est pas réalisée à cette occasion. La CFDT s'est voulue solidaire, mais elle était là ! Quant au représentant du PS, Dominique Taddéi, sa présence qu'il expliquait par une divergence d'appréciations avec la CGT, ne cautionnait pas moins une rencontre dénaturée.

Luttes de classe et progrès social

Ceci étant posé, on peut s'interroger sur les raisons d'une attitude quelque peu puriste de la CGT qui n'a pourtant pas l'habitude de refuser l'utilisation des moyens

d'expression qu'accorde avec parcimonie la bourgeoisie aux représentants de la classe ouvrière.

Sur ce point, chacun y alla de sa déclaration préalable et c'est seulement en fin de soirée que la discussion sur le sujet retenu s'engagea. En dehors du « one man show » que voulut nous infliger André Bergeron, plus sûr de lui que jamais à propos des améliorations que la pratique systématique des négociations peut apporter à la classe ouvrière, il faut retenir les propos du représentant de la CFDT

leurs, même s'ils ne sont pas « encartés », peuvent à certains moments de la lutte, se reconnaître collectivement dans l'organisation syndicale.

Quant au problème du lien entre le politique et le syndical, le représentant de la CFDT démontra avec justesse que des questions aussi essentielles que les salaires et les conditions de vie dans les entreprises et le chômage avaient des racines et des prolongements politiques. Lesire-Ogrel expliqua comment les progrès sociaux sont tou-



au sujet de l'impact des syndicats sur la classe ouvrière française et la « politisation progressive » des organisations syndicales. Au sujet du nombre de salariés engagés dans les syndicats, plutôt qu'une incompréhensible bataille de chiffres, Lesire-Ogrel proposa à notre réflexion un aspect plus fondamental : la crédibilité des syndicats quand ils savent être offensifs et exprimer correctement les aspirations des travailleurs. Par leur intermédiaire, les ouvriers, confrontés à des situations concrètes et à des problèmes particuliers peuvent passer à une prise de conscience collective. C'est dire que les travail-

jours arrachés par les luttes et contre les employeurs au grand dam du représentant du CNPF et de Chinaud qui bavaient contre la lutte des classes et les syndicats politisés. Le débat commença à s'engager avec le patron d'une petite entreprise qui n'en admettait pas moins que la lutte des classes était le ferment du progrès et qu'il fallait la prendre en compte. Mais il était déjà tard, on n'avait plus le temps de débattre. C'est dommage : l'occasion offerte par l'émission la plus populaire d'« Antenne 2 » ne se représentera pas de sitôt.

Alain TLEMCEN ■

à partir du 26 février

COMPAGNIE RENAUD BARRAULT

THEATRE DORSAY

PETITORSAY

NERUDA

CANTO GENERAL

interprété par le

GRUPE CHILIEN APARCOA

et

EMMANUELLE RIVA

en première partie

ISABEL PARRA

PATRICIO CASTILLO

soirée 20 h 30, relâche dim. et lundi,

matinée dimanche 15 h.

location 548.65.90

TOUTES PLACES **maxime le forestier** 10F.

DU 1^{er} AU 16 MARS A 21 H.

PALAIS DES CONGRES PORTE MAILLOT

Location tous les jours de 12h30 à 19h.

Pour une fois
le "Nouvel Obs"
avait trop
bien observé.
Son reportage
déclenche un
scandale

minute

Le N.O., Vincennes, le sexe, la politique...

avec ou sans slip...

contrairement à ce que pourrait faire croire la photo publiée par l'Observateur (effectivement choisie de façon crapuleuse), tout se passe dans ces cours d'une manière décente, sérieuse, convenable, et avec slip ! Très franchement, qu'est-ce que ça peut nous foutre ? Si un enseignement utile de la sexologie supposait qu'à leur tour, les slips se mettent à tomber, où donc serait le problème ? Faut-il sur ce terrain répondre par la prudence puritaine à la prudence gauloise ?

Il y a, à gauche, un certain type de journaliste « de talent » qui paraissent inévitablement destinés à passer à droite. Ce fut, naguère, Henri Béraud. Plus près de nous, Jean Cau, Suffert. Aujourd'hui, c'est semble-t-il, le tour de Guy Sitbon, du Nouvel Observateur...

Sitbon a publié, on le sait, dans cet hebdomadaire, un article sur les cours de sexologie du Dr Meignant à Vincennes, intitulé — de manière significative — « Sexologie : je te tiens, tu me tiens... ». Nous avons dit ici, la semaine dernière, ce que nous pensions du procédé, consistant à publier un reportage rigolard et dénonciateur sur un tel enseignement, et sur la récupération qui pouvait en être faite. On a vu, effectivement, la suite : de l'intervention de Soisson aux nouvelles menaces contre Vincennes, en passant par les titres de Minute sur « La fac porno ». Le Nouvel Observateur et Minute, même combat ! On n'avait guère de quoi être fier, du côté de la rue d'Aboukir, siège du grand journal « de gôche ».

Et il semble bien qu'on n'ait, d'abord, pas été très fier. Jean Daniel s'empressait en effet de confesser ses fautes au Journal du Dimanche : « Dans la mesure où la publication de notre article, faite honnêtement, peut servir à discréditer l'université libre de Vincennes (...) je ferai mon mea culpa. Si j'avais su que Vincennes se trouvait à un tournant, j'aurais différé la publication pour ne pas tomber dans le piège politique ». Bon, la gaffe — énorme, irréparable — avait été faite, mais, pan sur le bec, le Nouvel Observateur se le tenait pour dit, et ne recommencerait plus. Il battait sa coulpe...

Mais c'était sans compter sur les bonnes vieilles réactions commerciales d'un journal qui, d'abord, veut vendre. Et ils ont réussi ! Oui, ils ont réussi à faire de leur faute — pourtant confessée, déjà, publiquement — un titre de gloire et un argument de publicité !

Tartufferie

Oui, alors que Sitbon — avec, au moins au départ, le mérite de la

franchise — décrivait très bien, dans son premier papier, dans quel esprit il avait fait son reportage : « On m'avait dit : « vas-y, ça vaut le coup ». Deux heures durant, j'ai noté tout ce que j'ai entendu et vu. Voici mes notes. Celles qui sont publiables », la pub du Nouvel Obs se vante d'avoir « déclenché un débat national » ! Alors que le reportage était plein de sous-entendus égrillards et de clins d'œil vicelards, la même pub demande fièrement : « Est-ce vivre dans le péché et l'hypocrisie que de ne pas savoir ? ». Il faut appeler un chat un chat, et nos confrères des tartuffes.

Si encore ils n'étaient que cela... Dans le dernier numéro de

lait Jean Daniel. Dans un monde qui change, Jean Daniel semble bien, décidément, avoir changé.

Pruderies

Mais le sommet dans la bassesse est atteint une fois de plus, par le sieur Sitbon, qui répond à Frioux, le président de Vincennes. Tous les arguments classiques de la droite y sont : depuis le « nous avons bien diné ensemble, n'est-ce pas ? et cela malgré mon article ! » jusqu'à la mise en cause de l'intégrité professionnelle : « si vous deviez traiter l'œuvre (de Maïakovski) avec cette même mauvaise foi (...) vous cessiez là tout effort », en pas-

Apprentissage collectif

Ne vaut-il pas mieux prendre en compte les exigences d'un type d'enseignement ? Encore une fois, nous n'avons pas d'éléments de jugement sur la qualité des cours de Meignant, et de toute façon, comme le dit très bien Michel Beaud, « c'est hors de saison de discuter de ses méthodes ou de ses idées tant que son enseignement est suspendu ». Mais ce qu'il faut bien voir, c'est que, ce que Sitbon a fait sur la sexologie — en décrivant, effectivement en voyeur, ce qu'il avait vu — n'importe qui (y compris Sitbon lui-même) pourrait le faire demain dans un département universitaire un peu progressiste en matière de sociologie, de psychologie, de sciences de l'éducation, de n'importe quoi, en fait. Dès lors qu'on abandonne la bonne vieille recette du cours magistral prononcé doctement devant des brochettes d'étudiants silencieux, dès lors qu'on s'oriente vers des méthodes plus actives, plus spontanées, l'enseignement prend une forme, un rythme, des contours, dont la signification échappe au voyeur de passage. Celui-ci ne voit que désordre, perte de temps, bordel, là où il peut y avoir enrichissement mutuel, apports personnels, découverte réelle d'une situation, d'un problème, d'une matière.

C'est trop facile de se dire « de gauche », partisan du progrès, de la liberté, et tout... et puis d'être suffisamment dérouté devant l'apprentissage de la liberté de l'université pour se voiler pudiquement la face dès que les anciens modèles sont craquelés. Eh oui, Jean Daniel, comme vous l'écrivez si innocemment, « l'esprit de liberté » est « parfois déroutant », et il faut apprendre, dans l'enseignement aussi, à respecter et aider ceux qui le mettent en œuvre. Ceux qui rédigent des rubriques sur l'enseignement dans les journaux « de gauche » feraient peut-être bien d'y prendre garde. Sauf à se faire traiter de chiens de garde de la bourgeoisie. Par ceux en tout cas qui sont décidés à appeler un chien un chien...

Gilbert HERGET ■

LE SCANDALE DE LA FAC PORN

l'Obs Jean Daniel fait, comme d'habitude, état de ses états d'âme, et commente ses tourments. En contradiction complète avec ce qu'il avait dit au Journal du Dimanche (« si j'avais su... » : voir plus haut), il affirme : « J'en étais arrivé à me demander si, par opportunité politique, nous n'aurions pas dû ajourner la publication de l'article de Guy Sitbon (...) Je pense au contraire, aujourd'hui, que nous avons eu raison... ».

Qu'on me permette à mon tour d'utiliser la première personne et de rappeler des souvenirs. Ce n'est pas sans émotion que je me remémore les temps où, lycéens à Rabat, les rares d'entre nous qui étions favorables à l'indépendance des Etats d'Afrique du Nord, nous nous jetions — avec quelle avidité, avec quelle passion — sur les articles d'un journaliste dont nous admirions la rigueur en même temps que le sens des nuances. Et qui s'appe-

sant par l'incroyable retournement des critiques qu'on mérite soi-même : alors que Sitbon est responsable de l'interdiction de Meignant, il lance, tranquille, à Frioux : « vous auriez interdit le rapport Kinsey, l'œuvre de Masters et Johnson, celle de Gérard Zwang et, pourquoi pas, celle de Margaret Mead » ! Il faut appeler un chat un chat, et le comportement de notre auteur celui d'un beau salaud.

La cause, assurément, est entendue. Mais il faut essayer d'aller un peu plus loin. Sur l'enseignement de la sexologie d'abord. Le président — communiste — de Vincennes a, assurément, raison lorsqu'il décrit « le mode de lecture » suggéré par le Nouvel Obs à propos des cours du Dr Meignant, « cette image télescopée de l'université « où l'on se touche et se déshabille » » ! Mais lui-même, que dit-il donc ? Eh bien tout simplement que,